

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

2010–2011

Rapport ministériel sur le rendement



Table des matières

| | |
|--|----|
| Message de la ministre | 1 |
| Message de la ministre d'État | 3 |
| Section I : Survol des activités du Ministère | 5 |
| Raison d'être..... | 5 |
| Responsabilités | 5 |
| Résultat stratégique et Architecture d'activités de programme..... | 7 |
| Priorités organisationnelles..... | 9 |
| Analyse des risques | 13 |
| Sommaire du rendement | 14 |
| Profil des dépenses | 17 |
| Budget des dépenses par crédit voté | 18 |
| Section II : Analyse des activités de programme par résultat stratégique..... | 19 |
| 2.1 Résultat stratégique : L'économie de l'Ouest canadien est compétitive, épanouie et diversifiée..... | 19 |
| 2.1.1 Activité de programme : Expansion des entreprises..... | 22 |
| 2.1.2 Activité de programme : Innovation | 29 |
| 2.1.3 Activité de programme : Développement économique des collectivités . | 34 |
| Sommaire du rendement et analyse de l'activité de programme | 35 |
| 2.1.4 Activité de programme : Politique, représentation et coordination..... | 39 |
| 2.1.5 Plan d'action économique du Canada..... | 43 |
| 2.1.6 Activité de programme : Services internes | 47 |
| Section III : Renseignements supplémentaires..... | 49 |
| Principales données financiers | 49 |
| Tableaux/Graphiques illustrant les principales données financières..... | 50 |
| États financiers..... | 51 |
| Liste des tableaux des renseignements supplémentaires..... | 52 |
| Section IV : Autres sujets d'intérêt..... | 55 |
| Coordonnées de l'organisation | 55 |
| Article 41 de la Loi sur les langues officielles..... | 55 |
| Liste des principaux acronymes et sigles | 55 |

Message de la ministre

À titre de ministre responsable de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO), je suis heureuse de présenter le Rapport ministériel sur le rendement pour l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2011.

Depuis près de 25 ans, DEO travaille pour appuyer le développement à long terme et la diversification de l'économie de l'Ouest, tout en jouant un rôle essentiel dans l'initiative visant à renforcer l'Ouest pour édifier un Canada plus fort.

En investissant dans des projets et des activités qui favorisent la commercialisation de la technologie, promeuvent la productivité et la compétitivité des entreprises et soutiennent le commerce et l'investissement, DEO contribue à la relance économique actuelle tout en appuyant le développement et la diversification économiques de demain.

Au cours du dernier exercice, le Ministère a continué de consacrer des ressources à la mise en œuvre du Plan d'action économique du Canada. Notre gouvernement demeure résolu à veiller à ce que le programme de stimulation soit mené à bien et que le Canada recouvre l'équilibre budgétaire. En outre, le Ministère a continué d'axer ses activités sur son mandat principal.

À ce stade, la relance économique du Canada est actuellement en cours, reflétant, en partie, les efforts déployés par DEO et les mesures adoptées par le gouvernement du Canada dans le cadre du Plan d'action économique. Cependant, l'économie mondiale est encore fragile, et, au fur et à mesure que nous progressons, DEO continuera d'effectuer des investissements stratégiques dans des partenariats, des projets et des programmes qui renforceront l'innovation, soutiendront l'esprit d'entreprise, augmenteront l'accès à des marchés mondiaux et contribueront au bien-être économique des Canadiens dans le futur.



L'honorable Rona Ambrose, c.p., députée

Message de la ministre d'État

À titre de ministre d'État chargée de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, je suis heureuse de présenter le Rapport ministériel sur le rendement pour l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2011.

Le mandat de DEO consiste à promouvoir le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest et à faire valoir les intérêts de l'Ouest canadien dans la mise en œuvre d'orientations, de programmes et de projets dans le cadre de la politique économique nationale.

Le Ministère atteint cet objectif par le truchement d'investissements stratégiques qui encouragent l'expansion des entreprises, soutiennent l'innovation et favorisent le développement économique. DEO joue également un rôle clé lorsqu'il s'agit de veiller aux intérêts de l'Ouest dans les processus décisionnels à l'échelle nationale.



En ciblant les engagements importants que nous appuyons, comme les investissements dans des projets d'adoption et de commercialisation de la technologie et dans des projets d'amélioration de la productivité des entreprises, nous nous assurons que la compétitivité ainsi que les débouchés commerciaux et les possibilités d'investissement de la région continuent de croître à l'échelle mondiale. Nous nous étions consacrés également à la mise en œuvre ciblée et opportune du Plan d'action économique du Canada, dans le cadre duquel DEO a investi dans plus de 1 000 projets dans l'ensemble de la région de l'Ouest. Ces investissements ont eu de fortes répercussions sur l'emploi et la croissance.

En 2010–2011, DEO a approuvé plus de 100 projets qui ont obtenu du financement supplémentaire d'autres partenaires. Par le truchement de partenariats avec des gouvernements provinciaux et des administrations municipales, des universités, des instituts de recherche, l'industrie et des organismes sans but lucratif, DEO soutient continuellement et favorise une économie solide, résistante et diversifiée dans la région de l'Ouest.

Tandis que nous passerons à la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada, DEO continuera de travailler de près avec ses partenaires et ses intervenants afin d'améliorer la compétitivité à long terme de l'Ouest. En outre, DEO y favorisera la croissance économique en adoptant des politiques et des programmes qui appuieront l'innovation, l'expansion des entreprises et le développement économique des collectivités. Ensemble, nous renforçons l'Ouest pour édifier un Canada plus fort.

L'honorable Lynne Yelich, c.p., députée

Section I : Survol des activités du Ministère

Raison d'être

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) est l'organisme de développement économique régional du gouvernement fédéral dans l'Ouest canadien. Créé en 1987, DEO possède une compréhension approfondie de l'économie de l'Ouest canadien et a établi des relations stratégiques dans l'Ouest. Cette présence importante permet au Ministère d'investir avec succès dans des initiatives de diversification et de développement économiques et de mettre en œuvre des programmes nationaux dans les quatre provinces de l'Ouest.

DEO a été créé en vertu de la *Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien* dans le but de :

promouvoir le développement et la diversification de l'économie de l'Ouest canadien et de faire valoir les intérêts de l'Ouest canadien dans l'élaboration et la mise en œuvre d'orientations, de programmes et de projets dans le cadre de la politique économique nationale.

Pour remplir son mandat, le Ministère a fait porter ses efforts sur ses quatre activités de programme commerciales : Expansion des entreprises; Innovation; Développement économique des collectivités; et Politique, représentation et coordination.

Responsabilités

En tant que contributeur clé à la prospérité de l'économie de l'Ouest canadien, DEO a aidé la région de l'Ouest à bâtir ses forces économiques traditionnelles tout en appuyant sa transition vers une économie moderne et diversifiée.

L'Ouest occupe une place de plus en plus importante en tant que porte d'entrée pour le commerce international, que centre croissant pour l'innovation canadienne et que chef de file dans le développement des collectivités qui soutiennent l'esprit d'entreprise et la diversité économique. Alors que le

ralentissement économique mondial a clairement démontré la nécessité d'accroître le développement et la diversification économiques, l'Ouest mène la relance économique du Canada et est mieux préparé pour tirer parti des débouchés à l'échelle mondiale.

Les activités de programme de DEO constituent le fondement des décisions relatives aux investissements stratégiques dans des projets, à l'établissement de partenariats et à l'élaboration de nouvelles initiatives. Le Ministère choisit également des secteurs prioritaires connexes qui, en 2010–2011, étaient les suivants :

- **Commercialisation de la technologie** : Aider les chercheurs et les entreprises à convertir les technologies et les idées nouvelles en produits commerciaux.

Vision

Être les maîtres d'œuvre d'une économie plus diversifiée dans l'Ouest canadien reposant sur des entreprises et des collectivités dynamiques, concurrentielles et novatrices.

- **Productivité et compétitivité des entreprises** : Aider les entreprises dans leur expansion, leur innovation et l'accroissement de leur productivité et de leur compétitivité.
- **Commerce et investissement** : Soutenir les investissements et le développement de l'industrie afin que les entreprises canadiennes établies dans l'Ouest puissent élargir leurs marchés.

DEO, dont le siège social est situé à Edmonton, en Alberta, fait valoir les intérêts de l'Ouest dans la prise de décisions économiques nationales et maintient une forte présence fédérale dans le développement économique de l'Ouest canadien. Remplissant ce double rôle, DEO est un joueur clé qui renforce la capacité du gouvernement du Canada de répondre aux priorités économiques de l'Ouest. Comme il a été démontré au cours du dernier exercice, les liens étroits qu'entretient DEO dans l'Ouest canadien ont permis au Ministère de rapidement tirer parti des relations à long terme et des connaissances sur la région afin d'y mener à bien des initiatives nationales. Cela comprend des programmes et des initiatives, comme le Plan d'action économique du Canada (PAE), qui visent à stimuler la relance économique, des programmes d'infrastructure pour améliorer et développer davantage l'infrastructure de l'Ouest canadien, ainsi que l'Initiative de développement économique (IDE), qui vise à appuyer les entreprises et le développement économique dans les collectivités francophones de l'Ouest canadien.

Afin de s'assurer que les programmes et les activités du Ministère répondent aux attentes des Canadiens de l'Ouest et qu'ils s'harmonisent avec les priorités du gouvernement, DEO a entrepris un examen de l'ensemble de ses programmes et de ses dépenses. Grâce à ce processus d'examen stratégique, le Ministère sera en mesure de cerner les améliorations à apporter, comme consacrer des ressources à des programmes de plus haute priorité, diminuer le nombre de programmes inopérants et repérer des économies opérationnelles. De cette façon, DEO continuera à être bien placé pour répondre aux besoins futurs des Canadiens de l'Ouest.

Le Rapport ministériel sur le rendement (RMR) est un sommaire des résultats obtenus par le Ministère en 2010–2011 par rapport aux engagements et aux résultats attendus formulés dans le [Rapport sur les plans et les priorités de 2010–2011](#) (RPP) du Ministère. Le RMR illustre différents mécanismes grâce auxquels DEO réussit à obtenir des résultats comme l'investissement direct par le truchement de programmes de subventions et contributions (S et C); la mise en œuvre d'initiatives pluriannuelles à responsabilité partagée dans les quatre provinces de l'Ouest; le soutien d'entrepreneurs par le truchement du Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien (RSEOC); et l'effort de recherche afin de mieux comprendre les défis et les possibilités propres à l'Ouest canadien. La deuxième section du rapport souligne le fait que l'approche de DEO est continuellement axée sur le développement sectoriel et le positionnement des entreprises de l'Ouest afin qu'elles misent sur les retombées industrielles et régionales (RIR) et les possibilités d'approvisionnement fédérales.

Résultat stratégique et Architecture d'activités de programme

Le tableau ci-dessous illustre le cadre de l'ensemble des activités et des sous-activités de programme de DEO qui ont contribué au résultat stratégique du Ministère en 2010–2011. Dans le présent document, la communication des résultats se fera selon cette structure.

| Résultat stratégique | Activités de programme | Sous-activités de programme |
|--|--|---|
| Une économie épanouie et diversifiée dans l'Ouest canadien | Expansion des entreprises | Amélioration de la productivité des entreprises |
| | | Développement des marchés et du commerce |
| | | Collaboration de l'industrie |
| | | Investissement étranger direct |
| | | Accès au capital |
| | Innovation | Adoption et commercialisation de la technologie |
| | | Convergence des technologies |
| | | Recherche et développement en technologie |
| | | Innovation dans les collectivités |
| | | Perfectionnement des compétences en technologie |
| | | Infrastructure du savoir |
| | Développement économique des collectivités | Planification communautaire |
| | | Développement communautaire |
| | | Adaptation de l'économie des collectivités |
| | | Infrastructure communautaire |
| | Politique, représentation et coordination | Collaboration et coordination |
| | | Recherche et analyse |
| | | Représentation |
| | Services internes | Gouvernance et soutien à la direction |
| | | Services de gestion des ressources |
| | | Services de gestion des biens |

Tableau de concordance de l'Architecture des activités de programme

En mai 2009, le Conseil du Trésor a approuvé la décision de DEO de modifier son architecture d'activités de programme (AAP). Les modifications ont été apportées dans le cadre de la mise en œuvre continue, par le Ministère, de la politique du Conseil du Trésor sur la [structure de la gestion, des ressources et des résultats](#), qui définit une approche de la collecte, de la gestion et de la présentation des données sur le rendement financier et non financier à l'échelle de l'administration publique. Une AAP simplifiée permettra au Ministère de mieux se concentrer sur ses résultats en matière de planification et de reddition de comptes, d'améliorer la diffusion des avantages auprès du grand public et de renforcer sa capacité d'évaluer les programmes afin de mieux affecter ses ressources.

Le tableau ci-dessous montre les modifications apportées à l'AAP de DEO. (L'activité Services internes n'a pas changé.)

| AAP pour 2009–2010 | Nouvelle AAP pour 2010–2011 |
|---|--|
| Résultats stratégiques | |
| 1. Entrepreneuriat et innovation : L'économie de l'Ouest canadien est concurrentielle, élargie et diversifiée. | 1. Une économie épanouie et diversifiée dans l'Ouest canadien |
| 2. Développement économique des collectivités : Les collectivités de l'Ouest canadien sont économiquement viables. | |
| 3. Politique, représentation et coordination : Des politiques et des programmes qui renforcent l'économie de l'Ouest canadien. | |
| Activités de programme | |
| 1.1 Expansion des entreprises et entrepreneuriat | 1.1 Expansion des entreprises |
| 1.2 Innovation | 1.2 Innovation |
| 2.1 Planification, développement et adaptation de l'économie des collectivités | 1.3 Développement économique des collectivités |
| 2.2 Infrastructure | |
| 3.1 Représentation | 1.4 Politique, représentation et coordination |
| 3.2 Collaboration et coordination | |
| 3.3 Recherche et analyse | |

Priorités organisationnelles

Légende de l'état du rendement

L'évaluation de l'état du rendement se fait selon un pourcentage du niveau de rendement attendu pour une priorité donnée du RPP de 2010–2011 qui a été atteint au cours de l'exercice.

Dépassée : Plus de 100 p. 100 du niveau de rendement attendu

Entièrement atteinte : 100 p. 100 du niveau de rendement attendu

Atteinte en grande partie : De 80 à 99 p. 100 du niveau de rendement attendu

Passablement atteinte : De 60 à 79 p. 100 du niveau de rendement attendu

Non atteinte : Moins de 60 p. 100 du niveau de rendement attendu

| Priorité : Productivité et compétitivité des entreprises | Type ¹ : Déjà établie | Activité de programme : Expansion des entreprises |
|---|----------------------------------|---|
| <p>Définition : Soutenir la croissance et la compétitivité des petites entreprises de l'Ouest canadien État : <i>Atteinte en grande partie</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Investissement de 11,7 millions de dollars dans 18 projets de productivité des entreprises, qui sont censés faire augmenter les ventes de 93,2 millions de dollars, créer ou maintenir 4 837 emplois et créer ou maintenir ou élargir 1 099 entreprises. Voici des exemples d'investissements qui ont contribué à la productivité et à la compétitivité des entreprises : <ul style="list-style-type: none"> • l'accroissement de la productivité du secteur de la transformation des métaux et de la fabrication de machinerie en Alberta grâce à l'<u>Alberta Metal Fab Innovation Program</u>; • les projets de transfert des connaissances dans le secteur des produits du bois à valeur ajoutée de <u>FPInnovations</u> en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique; • la mise en place par <u>Northern Mining Sector Council Inc.</u> de programmes de formation simulés en matière d'exploitation minière souterraine dans le Nord du Manitoba. • Soutien continu apporté aux petites et moyennes entreprises (PME) grâce à un accès au capital de risque et aux services aux entreprises par le truchement du Programme de prêts et d'investissements (PPI) et du RSEOC. Alors que la réaffectation totale des prêts par les membres du RSEOC est demeurée élevée, la réaffectation des prêts a en fait baissé de 13,55 p. 100 par rapport à 2009–2010 en raison d'un accès accru au crédit grâce à des prêteurs traditionnels. | | |

¹ Les types sont définis ainsi : **déjà établie**—engagement pris au cours du premier ou du deuxième exercice précédant l'exercice visé par le rapport; **permanente**—engagement pris au moins trois exercices avant l'exercice visé par le rapport; **nouvelle**—nouvel engagement pris au cours de l'exercice visé par le RMR.

| | | |
|--|--------------------------------------|--|
| Priorité : Commerce et investissement | Type¹ : Permanente | Activité de programme : Expansion des entreprises |
| <p>Définition : Encourager la participation des PME dans les marchés mondiaux, créer des possibilités à valeur ajoutée par le truchement de portes d'entrée et de corridors commerciaux de l'Ouest canadien et rehausser la visibilité de la région en tant que pôle d'investissement concurrentiel</p> <p>État : <i>Entièrement atteinte</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Investissement de 3,1 millions de dollars dans : neuf projets de développement des marchés et de l'industrie qui devraient donner lieu à trois activités visant à promouvoir la participation dans des événements internationaux d'envergure; 18 associations industrielles/partenariats industriels; 175 entreprises prenant part à des initiatives de développement des exportations et des marchés; et cinq entreprises prêtes à exporter, entre autres : <ul style="list-style-type: none"> <u>Foire agricole Western Canada Farm Progress Show de Regina</u> – dont l'objectif était d'attirer de nouveaux acheteurs étrangers pour les produits de l'Ouest canadien. Investissement de 400 000 \$ dans Développement économique Winnipeg pour encourager une initiative qui contribuera à attirer de nouveaux investissements internationaux à Winnipeg et qui devrait attirer des investissements directs étrangers de 12 millions de dollars. Voici des exemples d'autres initiatives qui ont contribué à répondre à la priorité relative au commerce et à l'investissement : <ul style="list-style-type: none"> <u>Programme de la plateforme nord-américaine (PPNA)</u> – Un programme visant à renforcer les réseaux de commerce et d'investissement avec les États-Unis et le Mexique. <u>Retombées industrielles et régionales (RIR)</u> – Aider les entreprises de l'Ouest canadien à s'engager dans les RIR du Canada et à avoir accès à des possibilités d'approvisionnement à l'échelle internationale et en représentant l'Ouest canadien dans l'élaboration de politiques liées aux RIR. | | |
| Priorité : Commercialisation de la technologie | Type¹ : Permanente | Activité de programme : Innovation |
| <p>Définition : Traduire le savoir et les technologies en débouchés commerciaux</p> <p>État : <i>Entièrement atteinte</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Investissement de 49,5 millions de dollars dans 26 projets d'adoption et de commercialisation de la technologie censés donner lieu à 96 démonstrations technologiques, à 39 technologies adoptées, à deux licences exécutées, à 54 technologies à mettre sur le marché, à la création de 13 entreprises issues d'un essaimage, à 24 brevets demandés/émis, à un placement de 2,5 millions de dollars de capital de risque et à la mise au point de 129 prototypes. Parmi les projets figurent : <ul style="list-style-type: none"> <u>GRAND (Graphics Animation and New Media Network of Centres of Excellence)</u>, à Vancouver, pour commercialiser davantage les nouvelles technologies néomédiatiques novatrices; <u>Université de Capilano</u>, pour soutenir les activités de formation dans l'industrie cinématographique de la Colombie-Britannique; <u>TECTERRA Inc.</u>, pour encourager la commercialisation de technologies de géomatique en Alberta; <u>Livestock Gentec</u>, pour appuyer le programme de recherche en génétique du bétail à l'Université de l'Alberta et à la commercialisation de la propriété intellectuelle (PI) qui en a découlé; <u>Centre de toxicologie de l'Université de la Saskatchewan</u>, pour poursuivre le développement d'une nouvelle technologie permettant d'extraire les hydrocarbures pétroliers et les déchets des sables bitumineux; <u>Musculoskeletal Innovation and Product Development Centre</u> au Manitoba, pour fabriquer et commercialiser de nouvelles prothèses, de nouveaux lubrifiants et d'autres dispositifs médicaux connexes. | | |

| | | |
|--|---|--|
| Priorité : Renouvellement de la fonction publique | Type ¹ : Déjà établie | Activités de programme : Toutes |
| <p>Définition : Maintenir l'effectif nécessaire d'employés qualifiés, motivés et expérimentés pour remplir le mandat de DEO et donner suite aux priorités à l'échelon fédéral</p> <p>État : Entièrement atteinte</p> <ul style="list-style-type: none"> • Représentation accrue des membres des groupes visés par l'équité en matière d'emploi et nomination de 11 nouveaux diplômés à la fonction publique fédérale grâce à un processus de recrutement externe stratégique. • Possibilités d'avancement professionnel au sein du Ministère grâce à 63 offres d'emploi à l'interne. • Efforts axés sur le perfectionnement du personnel, c'est-à-dire détermination des objectifs de rendement, élaboration de plans d'apprentissage personnel et mise en place d'un processus collectif d'évaluation du rendement. • Contribué au renouvellement du milieu de travail : <ul style="list-style-type: none"> ○ en soutenant les gestionnaires dans la cadre d'une série de séances d'information et de formation et en encourageant les gestionnaires intermédiaires à participer à des forums régionaux et nationaux qui s'adressent à eux; ○ en accordant davantage d'importance à la formation en langues officielles, à la formation sur le leadership et à son développement ainsi qu'à l'élaboration de nouvelles initiatives de planification de la relève; ○ en accordant une importance continue aux valeurs de la fonction publique en dotant DEO d'une ébauche d'un code de valeurs et d'éthique, en offrant des séances d'information pour les employés, en incluant une formation en matière de valeurs et d'éthique dans les séances d'orientation à l'intention des nouveaux employés et en élaborant et présentant des scénarios en milieu de travail concernant les valeurs et l'éthique. | | |

| | | |
|--|--|--|
| Priorité : Mesure du rendement | Type¹ : Déjà établie | Activités de programme : Toutes |
| <p>Définition : Optimiser l'utilisation des ressources, soutenir le processus décisionnel de l'organisation et rendre compte des résultats</p> <p>État : Entièrement atteinte</p> <ul style="list-style-type: none"> • Examen des outils de mesure du rendement existants et mise en place d'outils de mesure du rendement améliorés par le truchement de : <ul style="list-style-type: none"> ○ la mise en œuvre d'une AAP simplifiée, avec un résultat stratégique et cinq activités de programme; ○ l'évaluation détaillée de l'AAP afin de cerner ses forces et ses faiblesses en vue de déterminer ce qu'il faudra peaufiner ou réviser; ○ l'évaluation du cadre de mesure du rendement de DEO; ○ l'élaboration et la distribution d'un document de référence relatif à la mesure du rendement à l'intention des agents de projet afin de promouvoir une meilleure compréhension et un usage plus régulier des outils de mesure du rendement servant à rendre compte des résultats des projets. • Élaboration d'approches novatrices de mesure du rendement par le truchement de : <ul style="list-style-type: none"> ○ l'élaboration et la mise en œuvre d'études de cas de projets pour mieux démontrer les retombées positives des investissements de DEO au fil du temps; ○ la production d'un ensemble complet de rapports normalisés sur le rendement au centre de reddition de comptes de DEO, ainsi que l'amélioration de la qualité et la présentation en temps opportun de rapports sur le rendement. • Amélioration du Portail des projets, le système de gestion de projet de DEO, par le truchement de : <ul style="list-style-type: none"> ○ la conception d'un module d'établissement de rapports d'avancement, accessible en ligne sur le Portail des projets, pour faciliter la présentation des rapports des clients; ○ la mise en œuvre d'un plan d'action de trois ans aux fins de l'amélioration du Portail des projets, y compris l'élaboration d'un module de gestion des relations avec la clientèle. | | |
| Priorité : Gestion intégrée des risques | Type¹ : Déjà établie | Activités de programme : Toutes |
| <p>Définition : Assurer l'utilisation complète et cohérente des renseignements sur les risques afin d'informer la direction du Ministère</p> <p>État : Entièrement atteinte</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approbation d'une nouvelle politique ministérielle en matière de gestion des risques • Mise en œuvre de politiques fondées sur le risque, comme le nouveau plan de sécurité ministériel • Renouvellement du profil de risque ministériel de DEO et harmonisation du processus de renouvellement avec le cycle de planification de DEO | | |

| | | |
|---|----------------------------|--|
| Priorité : Gestion de l'information | Type : Déjà établie | Activités de programme : Toutes |
| <p>Définition : Améliorer l'accès à l'information soutenant le processus décisionnel et la communication avec les Canadiens.</p> <p>État : Partiellement atteinte</p> <ul style="list-style-type: none"> • Établissement d'un modèle de gouvernance en matière de gestion de l'information avec les cadres supérieurs • Harmonisation des secteurs fonctionnels afin d'optimiser les opérations de gestion de l'information • Réalisation de plans de mise en œuvre pluriannuels de numérisation de documents sur papier et de gestion de documents et de dossiers électroniques • Embauche de spécialistes en la matière pour la durée du projet avec un financement approuvé par la direction • Élaboration et prestation de séances de sensibilisation à la gestion de l'information à l'intention du personnel | | |

Analyse des risques

Contexte opérationnel

Dans le cadre de son processus de planification, le Ministère entreprend une évaluation officielle des risques, qui constituera le fondement du profil de risque ministériel de DEO et facilitera l'établissement de ses priorités. Tout au long de l'exercice, DEO évalue les facteurs externes et internes qui pourraient avoir un effet défavorable sur la prestation de programmes et de services aux Canadiens de l'Ouest. Les risques principaux qui ont eu une incidence sur le rendement de DEO en 2010–2011 sont énoncés ci-dessous.

Risques externes

Malgré l'incertitude persistante qui règne, la reprise économique mondiale a continué de progresser en 2010–2011. La demande des consommateurs aux États-Unis s'est accrue et a été renforcée par des mesures supplémentaires de stimulation monétaire et financière. La croissance en Europe a été encourageante, mais des problèmes constants relativement à la dette souveraine ont continué de peser sur la région. La forte croissance des marchés émergents a accru la demande pour les produits de base, alors que certaines économies naissantes ont entamé la mise en œuvre de politiques monétaires plus restrictives pour juguler l'inflation.

Comme il avait été prévu dans le RPP de 2010–2011, l'Ouest canadien s'est rapidement remis de la récession économique mondiale de 2009, le produit intérieur brut (PIB) de la région ayant augmenté de 4,2 p. 100 en 2010. Ce sont les secteurs primaires, profitant de la remontée du cours des produits de base, qui ont le plus contribué à la croissance. En conséquence, l'exportation a augmenté partout dans les provinces de l'Ouest, sauf au Manitoba, dont le secteur manufacturier proportionnellement important a été compromis en raison de la hausse du dollar canadien.

En dehors de la Colombie-Britannique, la majorité des exportations de l'Ouest ont continué à dépendre du marché américain. L'économie fondée sur les produits primaires de l'Ouest canadien est minée par les lacunes persistantes en matière d'innovation et de productivité, comme en témoignent les dépenses relativement faibles de la région en recherche et

développement (R-D), le peu d'investissement dans les technologies de l'information et des communications (TIC), ainsi que le faible revenu que tirent les universités de la commercialisation de la PI.

La mesure dans laquelle les risques externes ont entravé la réalisation des objectifs est présentée dans la Section II.

Risques internes

En 2010–2011, le Ministère a cerné les six risques potentiels suivants qui risquent d'entraver la réalisation des objectifs : la mise en œuvre du PAE; l'évaluation et la démonstration des résultats; le renouvellement de la fonction publique; la gestion financière; les valeurs et l'éthique; et l'élaboration de politiques et de programmes. En réponse, le Ministère a élaboré des plans d'atténuation des répercussions négatives relativement à ses risques organisationnels. Même si la mise en œuvre du PAE est demeurée la principale priorité, le Ministère s'est engagé une fois de plus à améliorer ses outils de mesure du rendement et de reddition de comptes, à prendre les mesures nécessaires aux fins du renouvellement de la fonction publique et à s'appuyer sur les bonnes pratiques existantes en matière de gestion financière. En réponse au nouveau Code de conduite du gouvernement du Canada, DEO a reconnu les valeurs et l'éthique comme un secteur prioritaire en 2010–2011 et a multiplié ses efforts afin de veiller à la pertinence et à l'efficacité de ses politiques et de ses programmes. Pour assurer une plus grande fiabilité, ces risques et plans d'atténuation ont été examinés par le Comité ministériel de vérification externe.

Sommaire du rendement

Les tableaux suivants illustrent le sommaire du rendement de DEO pour l'exercice 2010–2011 :

- Total des ressources financières et humaines;
- Rendement pour chaque résultat stratégique.

Le rendement du Ministère par rapport à ses objectifs est expliqué de façon plus approfondie à la Section II du présent rapport, et ce, sur le plan tant des activités de programme que des résultats stratégiques. La version en ligne du RMR inclut des hyperliens vers le site Web de DEO qui contient des détails supplémentaires sur les résultats des projets financés par le Ministère.

Ressources financières en 2010–2011 (en milliers de dollars)

Ressources humaines en 2010–2011 (ETP)

| Dépenses prévues | Autorisations de dépenses totales | Dépenses réelles | Prévision | Réalité | Différence |
|------------------|-----------------------------------|------------------|-----------|---------|------------|
| 428 958 | 490 273 | 466 491 | 474 | 455 | 19 |

ETP = équivalents temps plein

Afin de mesurer les progrès en fonction de son résultat stratégique, DEO a choisi quatre indicateurs de rendement et établi des objectifs qu'il suit annuellement. Ces indicateurs offrent

un contexte macroéconomique global pour la planification et la reddition de comptes de DEO; les objectifs reflètent les prévisions économiques pour l'Ouest canadien pour la période de planification de 2010–2011. Le fait de comparer le rendement aux objectifs permet de déterminer l'exactitude de ces prévisions et pourrait aider à expliquer certaines des contraintes contextuelles subies au moment de répondre aux priorités établies pour l'exercice.

En outre, la seconde partie du tableau illustre la distribution du financement total fourni par DEO pour appuyer les cinq activités de programme qui constituent son AAP pour 2010–2011 et inclut une comptabilisation distincte du financement qu'a reçu le Ministère par le truchement du PAE.

Résultat stratégique : Une économie épanouie et diversifiée dans l'Ouest canadien

| Indicateurs de rendement | Objectifs | Rendement |
|---|---|--|
| Croissance du PIB réel dans l'Ouest canadien | 3 % (taux de croissance stable) | 4,2 % (données provisoires pour 2010) |
| Croissance de la productivité de la main-d'œuvre dans l'Ouest canadien, mesurée selon l'évolution du PIB réel par heure travaillée, d'un exercice à l'autre | 1,2 % (taux de croissance stable) | 1,0154 % (2010) |
| Production de l'industrie primaire exprimée en pourcentage du PIB | 14 % (poursuite de la tendance à la baisse) | 14,5 % (données provisoires pour 2010) |
| Intensité de la R-D : dépenses intérieures brutes en R-D (DBRD), exprimées en pourcentage du PIB | 1,3 % (taux de croissance stable) | 0,8 % (2008) |

| Activité de programme (en milliers de dollars) | Dépenses réelles en 2009–2010 | 2010–2011 ² | | | | Harmonisation avec les résultats du gouvernement du Canada |
|--|-------------------------------|-------------------------------|------------------|--------------------------------------|-------------------------------|--|
| | | Budget principal des dépenses | Dépenses prévues | Total des autorisations ³ | Dépenses réelles ⁴ | |
| Expansion des entreprises | 46 941 | 43 076 | 39 157 | 45 859 | 44 205 | Une croissance économique forte |
| Innovation | 86 869 | 59 455 | 59 455 | 73 526 | 77 096 | Une économie axée sur l'innovation et le savoir |
| Développement économique des collectivités | 66 718 | 54 112 | 58 031 | 58 592 | 46 547 | Une croissance économique forte |
| Politique, représentation et coordination | 8 646 | 8 873 | 8 873 | 9 465 | 8 583 | Une croissance économique forte |
| Plan d'action économique du Canada | 186 314 | 245 022 | 245 022 | 283 122 | 262 454 | Une croissance économique forte |
| Total | 395 488 | 410 538 | 410 538 | 470 564 | 438 885 | |

| Activité de programme (en milliers de dollars) | Dépenses réelles en 2009–2010 | 2010–2011 ² | | | |
|--|-------------------------------|-------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|
| | | Budget principal des dépenses | Dépenses prévues | Total des autorisations | Dépenses réelles |
| Services internes | 25 815 | 18 420 | 18 420 | 19 709 | 27 606 |

² À compter du cycle de préparation du Budget principal des dépenses de 2009–2010, les ressources pour les services internes sont présentées séparément; elles ne figurent plus parmi les autres activités de programme. Le codage direct des salaires selon l'activité de programme a été mis en œuvre au niveau régional en 2010-2011. Ce qui a une incidence sur la comparabilité, d'un exercice à l'autre, des données relatives aux dépenses et aux ETP par activité de programme.

³ Le total des autorisations est plus élevé que les dépenses prévues, puisque le nouveau financement a été reçu dans le cadre du Budget supplémentaire des dépenses. Cela représente un report de 19,6 millions de dollars pour le programme Infrastructure de loisirs du Canada (ILC), 14,4 millions de dollars pour le renouvellement du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest, un report de 13,5 millions de dollars pour le Fonds d'adaptation des collectivités, 4,5 millions de dollars pour la Fondation Rick Hansen, 3,6 millions de dollars pour le Programme de développement des collectivités, un report de dépenses de fonctionnement de 2,1 millions de dollars, 1,9 million de dollars en fonds d'exploitation pour le Fonds Chantiers Canada et 1,7 million de dollars pour d'autres postes.

⁴ Les dépenses réelles sont inférieures au total des autorisations, principalement en raison d'engagements contractuels totalisant 14,9 millions de dollars reportés à 2011–2012 dans le cadre du programme ILC ainsi qu'en raison d'un surplus découlant des fonds de fonctionnement et de contribution du PAE.

Profil des dépenses

Plan d'action économique du Canada

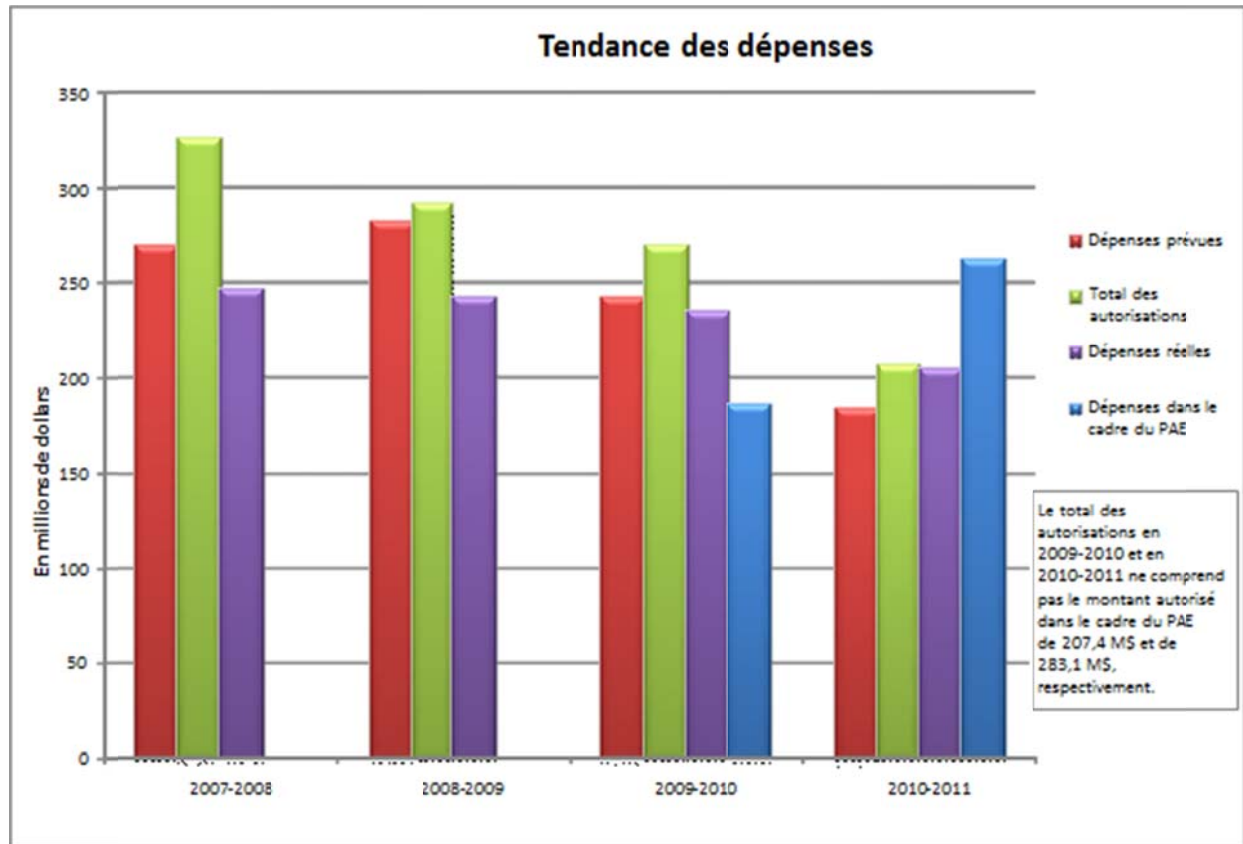
Sous le régime du Plan d'action économique du Canada (PAE), DEO était responsable de la mise en œuvre du programme Infrastructure de loisirs du Canada (ILC), du Fonds d'adaptation des collectivités (FAC), du projet Calgary Stampede et du financement continu du Réseau Entreprises Canada (REC) dans l'Ouest canadien. Les dépenses totales du Ministère s'élevaient à 186,3 millions de dollars en 2009–2010 et à 262,4 millions de dollars en 2010–2011. De plus, comme il a été annoncé dans le budget de 2009, DEO fournit, au nom d'Infrastructure Canada (INFC), le financement complémentaire du volet Collectivités du Fonds Chantiers Canada (VC-FCC), à même ses niveaux existants de financement du fonctionnement.

Tendance des dépenses ministérielles

La hausse des dépenses réelles au cours des quatre derniers exercices peut être attribuée aux initiatives ponctuelles – comme l'Initiative de lutte contre le dendroctone du pin ponderosa (DPP), l'Initiative des centenaires de l'Alberta et de la Saskatchewan (CAS) et l'installation de confinement biosécuritaire de niveau III du Centre international de recherche sur les vaccins, en Saskatchewan – que DEO a menées à bien. Comme l'indique le tableau sur le rendement ci-dessus, les dépenses réelles de 2009–2010 et de 2010–2011 ont augmenté en raison de la prestation d'initiatives du PAE : le FCA, le programme ILC, le projet Calgary Stampede et le financement continu du REC.

L'élimination progressive de quelques-unes des initiatives antérieures peut également avoir une incidence sur le niveau des dépenses du Ministère d'un exercice à l'autre. Par exemple, les dépenses engagées dans le cadre du Programme infrastructures Canada (PIC) ont diminué au cours des trois derniers exercices, passant de 12,9 millions de dollars en 2008–2009 à 3,7 millions de dollars en 2009–2010 et à 166 667 \$ en 2010–2011, alors que les dépenses liées à l'initiative CAS ont augmenté pour passer de 24 240 \$ en 2009–2010 à 6,2 millions de dollars en 2010–2011. L'élimination de certaines initiatives est compensée par l'adoption de nouvelles initiatives, ce qui se traduit par des fluctuations moins importantes dans les dépenses réelles d'un exercice à l'autre, comme l'illustre le graphique sur les tendances des dépenses qui figure ci-après.

Les chiffres qui figurent dans le tableau sur le rendement et dans le graphique ci-après ne comprennent pas les fonds engagés par le truchement des comptes d'attente d'autres ministères au nom d'autres ministères. Par exemple, au cours de l'exercice 2010–2011, DEO a dépensé environ 217,6 millions de dollars au nom d'INFC afin de mettre en place le FCC (les volets Collectivités et Grandes infrastructures), le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR) et le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (FCIS).



Budget des dépenses par crédit voté

Pour obtenir plus de renseignements sur les crédits ministériels ou les dépenses législatives, veuillez consulter les Comptes publics du Canada de 2010–2011 (volume II). Une version électronique des Comptes publics est disponible à l'adresse <http://www.tpsgc-pwsc.gc.ca/recgen/txt/72-fra.html>. Les dépenses effectuées par DEO sur les crédits votés comprennent les dépenses de fonctionnement ainsi que les S et C. Les dépenses législatives principales de DEO comprennent le FAC et les cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés.

Section II : Analyse des activités de programme par résultat stratégique

2.1 Résultat stratégique : L'économie de l'Ouest canadien est compétitive, épanouie et diversifiée

Les programmes de DEO favorisent l'expansion des entreprises, l'innovation et le développement économique des collectivités. Ils sont soutenus par les rôles de leadership et de coordination que joue le Ministère lorsqu'il sert les intérêts de l'Ouest et relève les défis qui se posent dans la région.

DEO vise à améliorer la compétitivité économique de l'Ouest ainsi que la qualité de vie de ses citoyens en appuyant une vaste gamme d'initiatives conçues dans le but de contribuer à l'expansion de l'économie de l'Ouest, de créer des possibilités d'emploi et de veiller à la prospérité à long terme de la population et des collectivités. En outre, le Ministère tend à stimuler l'activité économique, à accroître la productivité et la compétitivité des entreprises de l'Ouest, à réduire la dépendance de la région aux industries primaires et à encourager les investissements dans l'innovation.

DEO se sert d'un certain nombre d'indicateurs économiques pour évaluer la compétitivité, la croissance et la diversité de l'économie de l'Ouest canadien afin de mieux comprendre le milieu qu'il tente d'influencer. Les graphiques ci-dessous illustrent la tendance sur cinq ans du rendement du Canada et de l'Ouest canadien en fonction de quatre indicateurs, deux étant liés au développement économique, et les deux autres, à la diversification. Au chapitre du développement économique, le taux de croissance du PIB réel d'un exercice à l'autre dans l'Ouest canadien a atteint 4,6 p. 100 en 2006, avant de baisser en 2007 et en 2008, puis de devenir négatif en 2009, en raison de la crise économique mondiale. En 2010, la croissance du PIB était positive une fois de plus, atteignant 4,2 p. 100⁵, et a surpassé le taux national durant quatre des cinq derniers exercices. La croissance de la productivité de la main-d'œuvre de l'Ouest (mesurée selon le PIB réel par heure travaillée), qui a atteint 1,5 p. 100⁶, représente une hausse du taux de croissance par rapport à 2009, attribuable à la reprise économique.

⁵ Selon les données provisoires pour 2010.

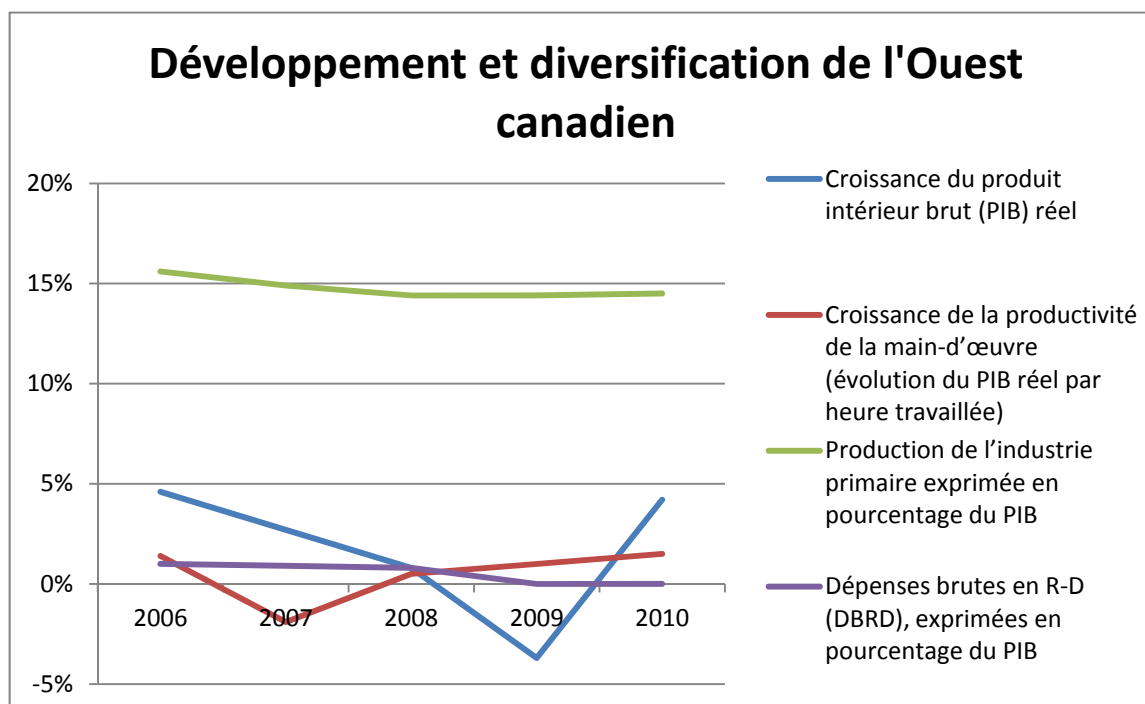
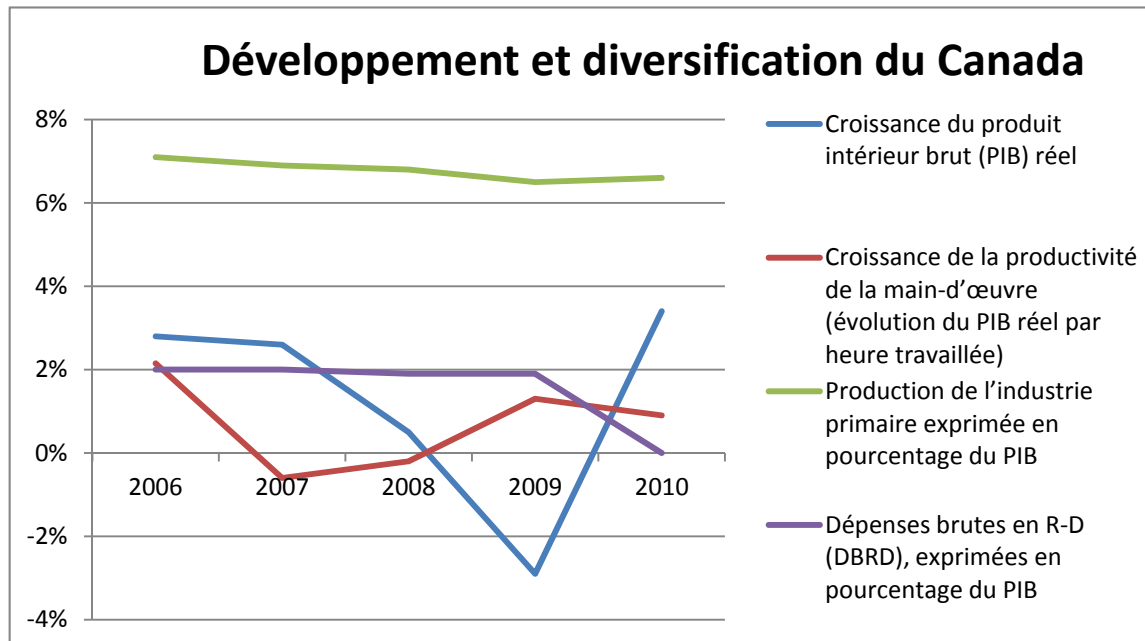
⁶ Données provisoires.

| Indicateurs de rendement | | 2006 (%) | 2007 (%) | 2008 (%) | 2009 (%) | 2010 ⁶ (%) |
|---|--------|----------|----------|----------|----------|-----------------------|
| Croissance du PIB réel | Canada | 2,8 | 2,6 | 0,5 | -2,9 | 3,4 |
| | Ouest | 4,6 | 2,7 | 0,8 | -3,7 | 4,2 |
| Croissance de la productivité de la main-d'œuvre (évolution du PIB réel par heure travaillée) | Canada | 2,15 | -0,6 | -0,2 | 1,3 | 0,9 |
| | Ouest | 1,4 | -1,9 | 0,5 | 1 | 1,5 |
| Production de l'industrie primaire exprimée en pourcentage du PIB | Canada | 7,1 | 6,9 | 6,8 | 6,5 | 6,6 |
| | Ouest | 15,6 | 14,9 | 14,4 | 14,4 | 14,5 |
| DBRD, exprimées en pourcentage du PIB | Canada | 2 | 2 | 1,9 | 1,9 | n.d. |
| | Ouest | 1 | 0,9 | 0,8 | n.d. | n.d. |

Au chapitre de la diversification, la production du secteur primaire dans la région de l'Ouest, exprimée en pourcentage du PIB, s'élevait à 14,5 p. 100 en 2010⁷, ce qui représente une légère hausse de la part du PIB par rapport à 2009. Idéalement, le taux de production du secteur primaire aurait dû baisser au fil du temps, ce qui aurait reflété une économie plus diversifiée. L'intensité de la R-D, mesurée selon les DBRD exprimées en pourcentage du PIB, a légèrement baissé, passant de 1 p. 100 en 2006 à 0,9 p. 100 en 2007⁸, et a diminué encore davantage en 2008, passant à 0,8 p. 100, ce qui est inférieur à la croissance stable visée de 1,3 p. 100 par année. Idéalement, le pourcentage des dépenses en R-D aurait dû augmenter au fil du temps afin de soutenir la croissance de l'économie axée sur le savoir.

⁷ Selon les données provisoires pour 2010.

⁸ Les montants des DBRD pour 2006 et 2007 indiqués dans le présent rapport sont tirés de tableaux de Statistique Canada révisés et, par conséquent, ne correspondent pas aux montants indiqués dans le RMR de 2009–2010.



Source : Statistique Canada

Un sommaire du rendement de DEO et une analyse pour chacune de ses activités de programme sont présentés ci-dessous. L'analyse des activités de programme comporte les éléments suivants :

- une description de l'activité de programme, tirée du Budget principal des dépenses;

- un tableau illustrant les ressources financières et humaines utilisées en 2010–2011 pour soutenir l'activité de programme et un tableau présentant le sommaire des résultats obtenus par rapport aux cibles fixées pour chaque activité de programme (la légende de l'état du rendement, ci-dessous, reflète l'échelle à cinq points qui a servi à évaluer le rendement en fonction des cibles fixées pour chaque activité de programme; la même échelle a été utilisée à la Section I pour évaluer le rendement de DEO à l'égard de ses priorités);
- une explication de l'état du rendement indiqué dans le tableau, donnée au premier paragraphe de la section « Sommaire du rendement et analyse »;
- les « activités » ou extraits, qui résument les projets approuvés par DEO dans le cadre de ses activités de programme de 2010–2011, y compris des exemples de projets approuvés pour répondre aux priorités du Ministère (les principaux outils de mesure du rendement des extraits de DEO sont « le nombre de projets approuvés et leur valeur »). Consultez le site Web de DEO à <http://www.wd-deo.gc.ca/fra/13098.asp> pour obtenir la description complète des projets approuvés;
- les « répercussions » ou résultats, qui résument l'incidence des projets qui ont obtenu des résultats finaux en 2010–2011, en fonction des outils de mesure du rendement des résultats propres à chaque activité de programme;
- des exemples de projets récemment achevés qui ont eu une incidence exceptionnelle. (Consultez le site Web de DEO à <http://www.wd-deo.gc.ca/fra/13098.asp> pour obtenir la description complète des projets approuvés.);
- des « leçons apprises » à la fin de chaque sous-section, découlant soit des évaluations de programme, soit de l'expérience de DEO dans le domaine d'activité de programme en question.

La structure de la sous-section Politique, représentation et coordination est quelque peu différente, puisque chaque sous-activité comporte elle-même une section. (Auparavant, les trois sous-activités de la sous-section Politique, représentation et coordination étaient des activités de programme, selon l'AAP de DEO.)

Légende de l'état du rendement

L'état du rendement est calculé en pourcentage par rapport au niveau de rendement attendu (indicateur et cible ou activités et extraits prévus) pour un résultat donné du RPP de 2010–2011 qui a été atteint au cours de l'exercice.

Dépassée : Plus de 100 p. 100 du niveau de rendement attendu

Entièrement atteinte : 100 p. 100 du niveau de rendement attendu

Atteinte en grande partie : De 80 à 99 p. 100 du niveau de rendement attendu

Passablement atteinte : De 60 à 79 p. 100 du niveau de rendement attendu

Non atteinte : Moins de 60 p. 100 du niveau de rendement attendu

2.1.1 Activité de programme : Expansion des entreprises

Cette activité de programme permet de travailler avec les entreprises, les industries et les organisations de recherche de l'Ouest canadien pour lancer des initiatives visant à rehausser la productivité et la compétitivité des entreprises, à appuyer le commerce et les investissements

ainsi qu'accroître la pénétration de marchés internationaux pour les technologies, les services et les produits à valeur ajoutée de l'Ouest canadien. Grâce à cette activité de programme, la production à valeur ajoutée sera renforcée par des initiatives dans les secteurs prioritaires afin d'introduire de nouveaux produits et technologies ou des innovations à des processus de fabrication existants. Cette activité de programme améliore aussi l'accès au capital de risque et aux services à l'intention des entrepreneurs et des petites entreprises grâce à des programmes et à des services offerts en collaboration avec d'autres organisations et associations offrant des services aux entreprises.

| Ressources financières (en milliers de dollars) pour 2010–2011 | | | Ressources humaines (ETP) pour 2010–2011 | | |
|--|-------------------------|------------------|--|---------|-------------------------|
| Dépenses prévues | Total des autorisations | Dépenses réelles | Prévision | Réalité | Différence ² |
| 39 157 | 45 859 | 44 205 | 65 | 37 | 28 |

| Résultats attendus | Indicateurs de rendement | Cibles | État du rendement |
|---|--|---|---|
| Des PME prospères dans l'Ouest canadien ayant la capacité de demeurer concurrentielles sur les marchés internationaux | Recettes des PME de toute taille (sauf celles qui n'ont pas d'employés) | 322 milliards de dollars (Niveau des recettes stable) | Les données ne sont pas disponibles |
| | Emploi des PME de toute taille (sauf celles qui n'ont pas d'employés) | 2,5 millions (Stable) | Entièrement atteinte (2,52 millions en 2010) |
| | Commerce international annuel : valeur des exportations, sauf celles des secteurs de production primaire | 47 milliards de dollars | Atteinte en grande partie (37,8 milliards de dollars en 2010) |

Sommaire du rendement et analyse de l'activité de programme

DEO fait le suivi des niveaux de recettes et d'emploi des PME ainsi que du commerce international annuel (sauf pour les secteurs de production primaire) en tant qu'indicateurs de la capacité des PME de demeurer concurrentielles sur le marché mondial. Conformément à la reprise économique stable prévue pour 2010, l'économie de l'Ouest canadien a atteint ou atteint en grande partie ses cibles de rendement relativement à l'emploi des PME et au commerce international annuel. L'emploi des PME est demeuré stable, à 2 520 255 (selon les dernières données disponibles). La valeur du commerce international annuel de l'Ouest canadien dans des

secteurs non tributaires des matières premières a atteint 37,8 milliards de dollars en 2010, ce qui représente une hausse de 10 p. 100 par rapport à l'exercice précédent. Cela a contredit de nombreuses prévisions selon lesquelles l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait pour effet la baisse des exportations.

Activités

En 2010–2011, DEO a accordé une aide de 15,2 millions de dollars qui a généré des investissements de 22,9 millions de dollars d'autres sources pour 28 projets à l'appui de l'expansion des entreprises. En outre, DEO a accordé 36,8 millions de dollars pour continuer à financer les 118 membres du RSEOC, qui comprend 90 Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), quatre associations provinciales des SADC, quatre Organisations francophones à vocation économique (OFVE) et quatre organisations participant à l'Initiative pour les femmes entrepreneures, ainsi que des fournisseurs de services d'aide aux entrepreneurs ayant une incapacité et des membres du Réseau de services aux entreprises autochtones. Ce financement permettra aux PME de continuer à disposer du savoir, des compétences et de la capacité nécessaires pour être concurrentielles. De plus, DEO a continué à financer les quatre centres de services du REC de l'Ouest canadien, conjointement avec les gouvernements provinciaux. Ensemble, les organismes membres du RSEOC ont fourni les services suivants en 2010–2011 (les résultats de l'activité de prêt du RSEOC sont fournis à la section « Répercussions » ci-dessous) :

- plus de 288 000 services d'information;
- plus de 57 000 services consultatifs;
- formation de plus de 33 600 clients;
- plus de 123 000 interactions avec les clients par le truchement de divers modes d'accès offerts par les centres de services du REC, y compris par courriel (9 055 interactions), par téléphone (47 054 interactions) et en personne, sans rendez-vous (48 817 interactions) et des interactions lors de foires commerciales (16 805).

Pour répondre à sa **priorité relative à la productivité et à la compétitivité des entreprises**, DEO a, entre autres, financé les projets suivants :

- Alberta Metal Fab Innovation Program – DEO a accordé 1,5 million de dollars pour accroître la productivité du secteur de la transformation des métaux et de la fabrication de machinerie de l'Alberta.
- FPIInnovations – DEO a injecté 639 000 \$ dans un projet de transfert des connaissances dans le secteur des produits du bois à valeur ajoutée de l'Alberta et 424 000 \$ dans un projet similaire en Saskatchewan. DEO a également accordé 600 000 \$ à l'appui du First Nations Forestry Products Technical Program (programme de soutien technique du secteur forestier des Premières nations), en Colombie-Britannique.

Lien avec les priorités opérationnelles de 2010–2011 :

- Compétitivité et productivité des entreprises
- Commerce et investissement

- [The Northern Manitoba Sector Council Inc.](#) – DEO a consacré 1,62 million de dollars à l'élaboration d'un programme de formation en matière d'exploitation minière dans le Nord du Manitoba;
- [Motion Picture Production Industry Association of British Columbia](#) – DEO a versé 510 000 \$ dans un projet visant à mettre en œuvre une stratégie de trois ans pour attirer les investisseurs et les producteurs étrangers et accroître les possibilités de production et de distribution à l'échelle mondiale de productions faites entièrement ou en partie en Colombie-Britannique.

En 2010–2011, DEO a répondu à sa **priorité opérationnelle relative au commerce et à l'investissement** en aidant les PME de l'Ouest canadien, les associations industrielles et les instituts de recherche de l'Ouest canadien à accroître et à diversifier leurs exportations, à créer des partenariats de R-D internationaux et à attirer des investissements dans des marchés non traditionnels. Par exemple, DEO a accordé un financement pour attirer de nouveaux acheteurs internationaux à la [Foire agricole Western Canada Farm Progress Show](#) de Regina, ce qui a accru les ventes à l'exportation des entreprises de l'Ouest canadien. Les efforts du Ministère ont aidé les PME de l'Ouest du Canada à améliorer leurs résultats commerciaux à la suite de la forte baisse qui a eu lieu en raison de la crise économique mondiale.

DEO, qui travaille en étroite collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, a permis aux PME de l'Ouest canadien d'accroître leur présence sur les marchés américain et mexicain et d'accéder aux chaînes d'approvisionnement nord-américaines grâce au [PPNA](#). Par le truchement du PPNA, DEO a accordé 357 000 \$ à 33 projets d'expansion des entreprises à l'échelle internationale. Dans le cadre de l'un de ces projets, quatre entreprises de l'Ouest canadien se sont rendues dans le sud de la Californie pour participer à une prestigieuse conférence des investisseurs et des partenaires de l'industrie biomédicale, ce qui a donné lieu à six projets d'investissement, trois partenariats potentiels et de nombreux transferts de technologies.

Répercussions

Ensemble, les 34 projets d'expansion des entreprises qui ont enregistré des résultats finaux au cours de l'exercice 2010–2011 ont atteint au moins 80 p. 100 des cibles fixées pour 8 des 11 indicateurs de rendement (73 p. 100). Pour ce qui est des résultats de projets distincts, 26 d'entre eux (76 p. 100) ont atteint au moins 80 p. 100 des cibles fixées ou mieux au plan des indicateurs de rendement pour les projets d'expansion. Voici les résultats obtenus par chaque sous-activité :

- Les activités d'amélioration de l'**accès au capital** ont augmenté les investissements dans des entreprises ciblées de l'Ouest canadien. Les deux projets qui ont enregistré des résultats finaux ont surpassé la cible fixée pour cette sous-activité par rapport à l'indicateur de rendement, créant 63 entreprises de plus que prévu (97 par rapport à 34).
- L'**investissement étranger direct** a mené à l'accroissement de l'investissement étranger dans l'Ouest canadien. Le seul projet qui a enregistré des résultats finaux a plus ou moins atteint la cible de l'indicateur de rendement pour cette sous-activité, générant 600 000 \$ de

moins en investissement étranger direct que prévu (1 million de dollars par rapport à 1,6 million de dollars).

- L'**amélioration de la productivité des entreprises** visait à accroître la compétitivité et la productivité des PME. Ensemble, les 18 projets qui ont enregistré des résultats finaux ont surpassé les cibles pour un des quatre indicateurs de rendement de cette sous-activité, créant six entreprises de plus que prévu (102 par rapport à 96), et ils ont presque atteint les cibles à l'égard d'un second indicateur de rendement (*pourcentage de la clientèle satisfaite des services fournis aux entreprises*), ratant leur cible par moins de 10 p. 100 (68,5 p. 100 par rapport à 76,5 p. 100). Ces projets ont passablement atteint les cibles selon un troisième indicateur, générant 51 emplois de moins que prévu (96 par rapport à 147), et n'ont pas atteint la cible fixée selon le quatrième, et dernier, indicateur (*valeur de l'augmentation des ventes*), la ratant par plus de 400 millions de dollars (14,7 millions de dollars par rapport à 430,4 millions de dollars). Ce volume des ventes insuffisant est, d'une part, dû à une erreur au moment de fixer les cibles pour un projet et, d'autre part, partiellement attribuable à un deuxième projet qui a coïncidé avec le ralentissement de l'économie mondiale de 2008. Ce dernier projet, qui a servi à financer l'industrie des croisières de la Colombie-Britannique, a mené à des résultats considérables au chapitre des avantages sur le plan environnemental et de la réduction des coûts d'exploitation.
- La **collaboration de l'industrie** a mené à une augmentation du nombre d'alliances stratégiques et de partenariats fructueux. Ensemble, les deux projets qui ont enregistré des résultats finaux ont atteint les cibles à l'égard de l'indicateur de rendement pour cette sous-activité (*nombre de partenariats/d'alliances stratégiques* – 34 par rapport à 34).
- Les activités de **développement des marchés et du commerce** étaient axées sur l'augmentation de la participation dans les marchés internationaux. Ensemble, les 11 projets qui ont obtenu des résultats finaux ont surpassé les cibles relativement à deux des quatre indicateurs de rendement pour cette sous-activité, en établissant huit partenariats entre associations industrielles de plus que prévu (18 par rapport à 10) et en organisant cinq événements internationaux importants visant la promotion du potentiel de l'Ouest canadien de plus que prévu (13 par rapport à 8). Ces projets ont également presque atteint les cibles pour deux autres indicateurs de rendement, puisque 296 entreprises de moins que prévu ont participé à des initiatives de développement des marchés et d'expansion des exportations (4 994 par rapport à 5 290) et que deux entreprises prêtes à exporter de moins que prévu ont été créées (23 par rapport à 25). (Pour connaître tous les résultats, veuillez consulter le tableau sur le site Internet de DEO : <http://www.wd-deo.gc.ca/fra/13099.asp>.)

Le RSEOC a aussi eu une incidence positive sur l'économie de l'Ouest canadien dépassant ses cibles dans tous les domaines en 2010–2011. Voici l'incidence des partenaires du réseau de DEO pour chaque sous-activité :

Accès au capital

- 1 597 prêts approuvés, pour un total de 78,8 millions de dollars (cible : 76,4 millions de dollars)
- 87,8 millions de dollars obtenus sous forme de prêts (cible : 56,8 millions de dollars)
- 5 970 emplois créés ou maintenus grâce à des prêts (cible : 4 684)
- 1 438 entreprises créées, maintenues ou élargies grâce à des prêts (cible : 1 318)

Amélioration de la productivité des entreprises

- 3 212 emplois créés ou maintenus grâce aux services offerts aux entreprises (cible : 3 105)
- 1 517 entreprises créées, maintenues ou élargies grâce aux services offerts aux entreprises (cible : 2 995)

En facilitant l'accès au capital des entrepreneurs et des petites entreprises, le RSEOC ainsi que le PPI ont eu des répercussions sur la **priorité relative à la compétitivité et à la productivité des entreprises** de DEO. La reprise économique de 2010–2011 s'est traduite par des améliorations importantes des marchés du crédit, par un meilleur accès au crédit et par une plus faible demande de capitaux faite auprès de prêteurs non traditionnels. Par conséquent, le nombre de membres du RSEOC qui ont accordé des prêts a diminué de 13,5 p. 100 par rapport à 2009–2010. Les institutions financières participant au PPI ont approuvé 206 prêts, pour un total de 7,3 millions de dollars.

En outre, DEO a obtenu des résultats positifs en 2010–2011 à l'égard de sa **priorité relative au commerce et à l'investissement** grâce aux efforts de ses employés et à l'investissement de fonds d'exploitation dans des initiatives comme le PPNA. Parmi les répercussions du travail du Ministère au chapitre du commerce et de l'investissement figurent la présence accrue des PME sur les marchés mondiaux, l'image de l'Ouest canadien en tant que destination d'investissement concurrentielle a été rehaussée, et les relations entre les milieux scientifique et technologique de l'Ouest canadien et les réseaux internationaux ont été renforcées. Les résultats du rendement présentés ci-dessus ne reflètent pas toutes ces répercussions, puisqu'ils se fondent sur les rapports de projets ayant reçu des S et C.

Voici certains exemples de projets d'expansion des entreprises qui ont récemment enregistré des résultats finaux supérieurs aux attentes :

- Bison Feeder Co-operative of Saskatchewan – DEO a octroyé 74 000 \$ à un projet ayant pour objectif la mise en marché de produits du bison au Moyen-Orient.
- La Chambre de commerce de Winnipeg – DEO a accordé 230 000 \$ à un projet visant à appuyer la deuxième phase de l'initiative « Selling Winnipeg to the World ». Les intervenants du projet ont collaboré afin d'attirer de nouveaux investissements et de créer des emplois.
- Vancouver Economic Development Society – DEO a offert 805 000 \$ pour l'élaboration et la mise en œuvre du Programme d'investissements en partenariat de 2010 pour attirer et engager des décideurs en matière d'investissement étranger durant les Jeux Olympiques d'hiver.
- Cas d'étude : Building Productivity (Accroître la productivité) – Depuis 2005, DEO a injecté 36,6 millions de dollars dans 39 projets en Alberta visant à accroître la productivité des entreprises dans les industries de la fabrication, de la construction et de la gestion, entraînant des répercussions aux niveaux microéconomique, mésoéconomique et macroéconomique.

- Le Corridor touristique francophone de l'Ouest – DEO a fourni 796 500 \$ à la Société de développement économique de la Colombie-Britannique afin de faire connaître l'Ouest canadien en tant que destination de choix pour les touristes de langue française.

Leçons apprises

Une [évaluation](#) a été entreprise en 2010–2011 et portait à la fois sur le Programme d'aide aux entrepreneurs ayant une incapacité (PAEI), mis en place dans les régions rurales grâce à des SADC, et sur le Programme d'aide aux entrepreneurs handicapés en milieu urbain, mis en œuvre par divers fournisseurs de services de Vancouver, Victoria, Edmonton, Calgary, Saskatoon, Regina et Winnipeg. L'évaluation a permis de constater que les services avant ou après liés aux prêts offerts par le PAEI étaient perçus par les informateurs clés comme un aspect très positif du programme; on a rapporté qu'un total de 11 000 heures de services de conseils aux entreprises avait été offert au cours de la période d'évaluation de quatre ans et trois quarts. De plus, grâce aux services avant traitement, le taux d'approbation pour des prêts était élevé, atteignant 91 p. 100. Au total, 1 614 emplois ont été créés grâce à 575 prêts dont la valeur totale était évaluée à 15,3 millions de dollars. Les problèmes les plus fréquemment signalés par les informateurs clés étaient, entre autres, le manque de clarté entourant les attentes et la gestion du rendement et les différences dans la prestation du programme d'une région à l'autre. L'évaluation a relevé l'importance de définir clairement des indicateurs de rendement mesurables pour faciliter l'évaluation des répercussions du programme.

DEO reconnaît l'importance du soutien aux PME de l'Ouest canadien pour les aider à tirer parti des possibilités d'expansion dans les marchés émergents à l'échelle internationale, particulièrement à la lumière des récentes constatations d'Exportation et développement Canada dans ses [Prévisions à l'exportation](#) concernant les avantages de la diversification continue du marché. À l'avenir, DEO continuera de cibler les initiatives de commerce et d'investissement qui facilitent l'accès des PME de l'Ouest aux marchés émergents aux fins de l'expansion des entreprises et de la contribution à la prospérité générale de la région, tout en reconnaissant l'importance inébranlable du marché nord-américain.

DEO a participé à l'examen stratégique de 2010 et a évalué tous ses programmes pour s'assurer qu'ils demeurent efficaces et efficaces, qu'ils correspondent à son mandat de base et qu'ils continuent de mettre l'accent sur les priorités de la population canadienne. Le Ministère a cerné des économies représentant quelque 5 p. 100 ou 8,9 millions de dollars du total des dépenses examinées, notamment le PPI, l'activité Planification communautaire et des gains d'efficacité au niveau du fonctionnement interne.

La cessation des activités du PPI de DEO et les accords s'y rattachant se fera graduellement sur une période de trois ans et les fonds libérés (3,7 millions de dollars annuellement) seront supprimés au plus tard le 1^{er} avril 2013. Les ententes actuelles avec les organismes prêteurs demeurent en vigueur. Le Ministère travaillera étroitement avec ces derniers pour assurer une cessation en douceur des ententes restantes.

2.1.2 Activité de programme : Innovation

Cette activité de programme facilite la transition de l'Ouest vers une économie axée sur le savoir. Grâce à l'innovation, le savoir se traduit en nouveaux produits et services et en nouvelles façons de concevoir, de produire ou de mettre en valeur des produits ou des services existants sur les marchés publics et privés. Cette activité de programme reconnaît que l'innovation survient à l'échelon des entreprises par un système très complexe et interdépendant qui comprend des éléments comme l'infrastructure du savoir, la R-D de base et appliquée, du personnel hautement qualifié, l'accès à du capital patient approprié, à des installations de commercialisation des technologies et à des systèmes et à des mécanismes de soutien qui relient ces éléments entre eux. Le processus d'innovation n'est pas linéaire ou isolé, mais il survient dans un contexte plus vaste connu sous le nom de « système d'innovation ». Cette activité de programme de DEO renforcera le système d'innovation de l'Ouest canadien afin de contribuer au développement de grappes et d'accroître le potentiel d'innovation et de création de valeur et de richesse.

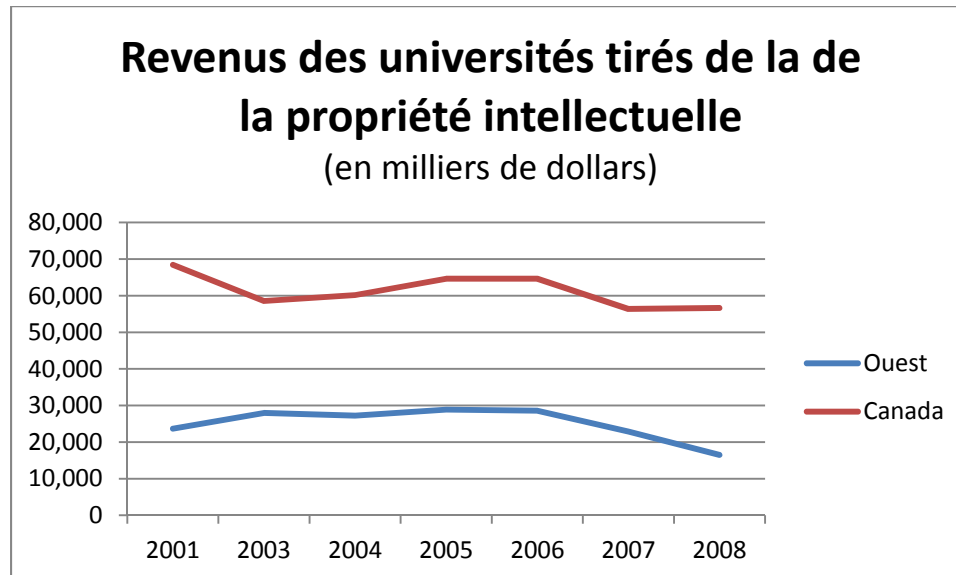
L'approche de DEO en matière d'innovation respecte l'approche globale du gouvernement fédéral, exposée dans la [Stratégie des sciences et de la technologie de 2007](#) et des initiatives récentes comme l'élaboration de la [Stratégie de l'économie numérique](#) (SEN) et l'[examen du soutien fédéral à la recherche-développement](#) (R-D). Par exemple, DEO soutient activement le secteur des TIC, qui est en harmonie avec la SEN. De plus, DEO reconnaît l'importance de la R-D dans les entreprises et a contribué activement à l'examen fédéral de celle-ci.

| Ressources financières (en milliers de dollars) pour 2010–2011 | | | Ressources humaines (ETP) pour 2010–2011 | | |
|---|----------------------------|---------------------|--|---------|-------------------------|
| Dépenses prévues | Total des autorisations | Dépenses réelles | Prévision | Réalité | Différence ² |
| 59 445 | 73 526 | 77 096 | 54 | 28 | 26 |

| Résultats attendus | Indicateurs de rendement | Cibles | État du rendement |
|--|---|---|---|
| Une économie dynamique axée sur le savoir. | Total des revenus des universités de l'Ouest canadien tirés de la commercialisation de la PI. | 28,14 millions de dollars (taux de croissance stable) | Non atteinte (16,483 millions de dollars – 2008, déclin du revenu par rapport à 2007) |
| | Dépenses des entreprises en R-D (DERD) exprimées en pourcentage du PIB. | 0,55 % (taux de croissance stable) | Atteinte en grande partie (0,5 % – 2008, taux de dépenses stable) |
| | Emploi en sciences naturelles et appliquées et dans les professions connexes, exprimé en pourcentage de l'emploi total. | 7 % (augmentation modeste) | À signaler de nouveau en 2011–2012 selon les données du recensement de 2011 |

Sommaire du rendement et analyse de l'activité de programme

DEO surveille les progrès de l'Ouest canadien en matière d'innovation par l'intermédiaire d'indicateurs généraux comme les revenus des universités de l'Ouest canadien tirés de la commercialisation de la PI, les DERD et l'emploi en sciences naturelles et appliquées. Les revenus tirés de la commercialisation de la PI dans l'Ouest canadien sont demeurés stables de 2003 à 2006, à une valeur de 27 ou 28 millions de dollars, puis ont chuté à 22,9 millions de dollars en 2007 et encore plus bas à 16,5 millions de dollars en 2008. Cette diminution reflète la tendance nationale, puisque le revenu moyen tiré de la PI au Canada en 2008 a chuté de 9 p. 100, comparativement au revenu moyen en 2007. DEO surveille cette tendance, car il est possible que, en fait, le déclin soit attribuable à la différence des pratiques redditionnelles dans les universités. Les DERD exprimées en pourcentage du PIB sont demeurées stables durant la période de référence, à savoir de 2004 à 2008, à un taux d'environ 0,5 p. 100, qui est faible si on le compare à l'ensemble du Canada, qui enregistre un taux de 1 p. 100, ainsi qu'aux concurrents du Canada à l'échelle internationale. Les données les plus récentes disponibles au sujet de l'emploi en sciences naturelles et appliquées sont les données de base de 2006, selon lesquelles le taux est de 6,5 p. 100.

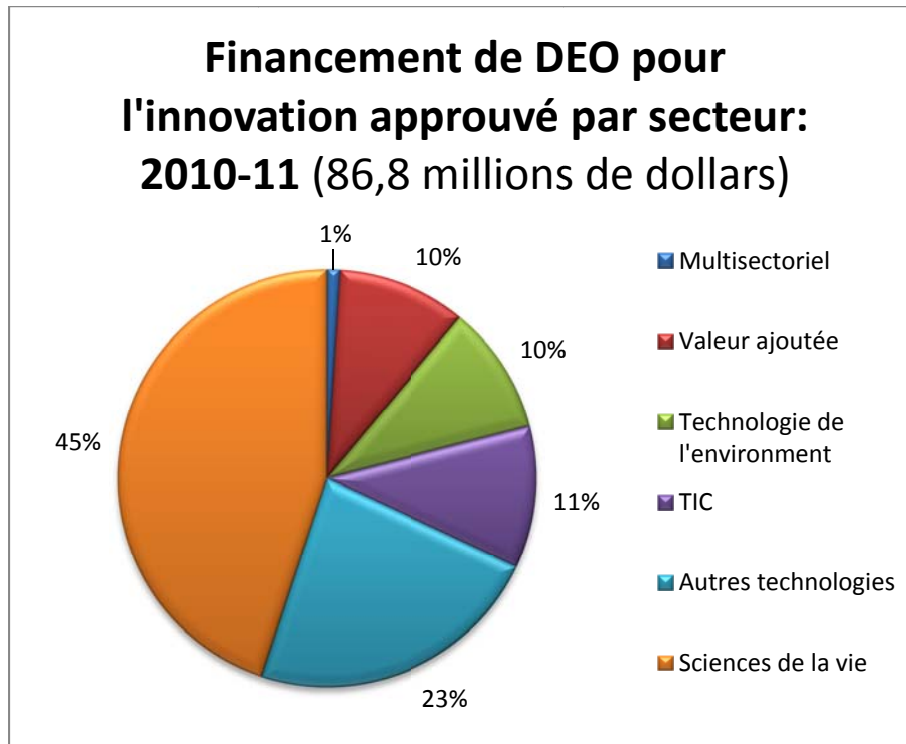


Source : Statistique Canada

Remarque : Les données ne sont pas disponibles pour 2002. On a supprimé les données nationales en 2005 afin de répondre aux exigences de confidentialité de la *Loi sur la statistique*.

Activités

Au cours de 2010–2011, DEO a injecté un montant de 86,8 millions de dollars dans 43 projets d'innovation visant 31 bénéficiaires distincts. La majorité des projets (57 p. 100) appartenaient à la catégorie de l'adoption et de la commercialisation de la technologie; ceux appartenant à la catégorie de l'infrastructure du savoir se classaient au deuxième rang (22 p. 100), suivis des projets de convergence des technologies (16 p. 100), puis de la R-D en technologie (5 p. 100). Les projets ont suscité un financement de 209,8 millions de dollars d'autres sources (2,46 \$ pour chaque dollar attribué par DEO). Le graphique suivant illustre le fait que la majorité des fonds ont été consacrés aux sciences de la vie (45 p. 100), et des contributions relativement équivalentes ont été attribuées aux technologies de l'environnement, aux TIC et au secteur de la valeur ajoutée. Le reste a été réparti dans d'autres secteurs axés sur le savoir, comme la microtechnologie et la nanotechnologie, la technologie synchrotron et les isotopes médicaux.



Compte tenu de la **priorité liée à la commercialisation de la technologie**, DEO a notamment financé les projets suivants :

- **GRAND** (Graphics Animation and New Media Network of Centres of Excellence) à Vancouver – DEO a fourni 399 000 \$ pour commercialiser davantage les nouvelles technologies néomédiatiques novatrices mises au point par les membres du réseau partout au Canada (secteur numérique/TIC).
- **Université de Capilano** – Le Ministère a investi 969 000 \$ pour l'achat d'équipement spécialisé afin de former les étudiants et de permettre à l'effectif actuel de l'industrie cinématographique de la Colombie-Britannique de parfaire ses connaissances.
- **TECTERRA Inc.** – DEO a contribué 6 millions de dollars pour soutenir l'infrastructure du savoir et des programmes de mise à l'essai dirigés par l'industrie qui permettront de réduire considérablement les contraintes en matière de coûts associées à la commercialisation de technologies de géomatique en Alberta.
- **Livestock Gentec** – Le Ministère a versé 3,5 millions de dollars pour fonder GN4P (Gentec sans but lucratif), un établissement de génotypage et de mise en banque de matériel biologique qui perçoit des honoraires à l'acte, et son programme de recherche génétique en zootechnie à l'Université de l'Alberta.

**Lien avec les priorités opérationnelles
de 2010–2011 :**

- Commercialisation de la technologie

- Centre de toxicologie de l'Université de la Saskatchewan – DEO a consenti 1 million de dollars aux fins d'un projet qui vise à mettre au point une nouvelle technologie permettant d'extraire des hydrocarbures pétroliers et des déchets des sables bitumineux, des résidus et de l'eau de procédé.
- Musculoskeletal Innovation and Product Development Centre – DEO a consenti 2,5 millions de dollars aux fins d'un projet visant à renforcer la capacité du Musculoskeletal Innovation and Product Development Centre de mettre au point et de commercialiser de nouvelles prothèses, de nouveaux lubrifiants et des produits connexes pour le secteur du matériel médical musculosquelettique.

Répercussions

Chaque année, DEO contribue au système d'innovation de l'Ouest canadien par l'intermédiaire d'efforts de représentation et de coordination et, en 2010–2011, le Ministère a participé aux consultations visant l'élaboration de la SEN et du Programme canadien pour la commercialisation d'innovations. DEO a aussi favorisé l'innovation en offrant un financement direct et indirect visant à renforcer des secteurs et des grappes d'innovation, à accroître **l'innovation dans les collectivités**, à contribuer à **l'infrastructure du savoir**, à promouvoir le **perfectionnement des compétences**, à soutenir la **R-D** et à contribuer à **l'adoption et à la commercialisation de la technologie**.

Le portefeuille d'investissement de DEO comprend des ententes de financement pluriannuelles, qui sont à la source de nombreux résultats obtenus en 2010–2011, grâce à des investissements consentis les années précédentes. Quinze projets d'innovation, qui ont reçu un financement de 13,7 millions de dollars, ont obtenu des résultats finaux qui ont été signalés en 2010–2011. De façon globale, 11 des 15 (73 p. 100) projets respectaient presque, respectaient ou excédaient les attentes en matière de rendement selon tous les indicateurs de rendement des activités – témoignant du succès de DEO au chapitre de la stimulation du potentiel d'innovation dans l'Ouest canadien. Le rendement, selon l'évaluation des 24 indicateurs utilisés pour mesurer les résultats au chapitre de l'innovation, était similaire. Collectivement, les projets ont satisfait au moins 80 p. 100 des niveaux de rendement désirés selon 18 des 24 indicateurs liés à l'innovation. (Pour connaître tous les résultats, veuillez consulter le tableau sur le site Internet de DEO : <http://www.wd-deo.gc.ca/fra/13099.asp>.)

Voici des exemples récents d'importants projets menés à terme, qui témoignent des résultats dans le domaine de l'innovation :

- Hôpital général de Saint-Boniface – DEO a offert 800 000 \$ en vue de la construction de deux nouveaux laboratoires au Centre canadien de recherches agroalimentaires en santé et médecine à Winnipeg, destinés au soutien d'études précliniques et cliniques liées aux régimes alimentaires et à la santé.
- Conseil de recherche de la Saskatchewan – Le Ministère a investi 740 000 \$ pour commercialiser les processus qui permettent l'identification rapide des variétés de blé canadien.

- Alberta Terrestrial Imaging Centre – DEO a consenti un investissement de 1,8 million de dollars aux fins d'un projet visant à établir le centre, à attirer un personnel hautement qualifié et à créer des partenariats avec le milieu universitaire, les gouvernements et les utilisateurs finaux de l'industrie.
- Institut de technologie du Nord de l'Alberta – Le Ministère a contribué 6,7 millions de dollars aux fins d'un projet visant à acquérir et à installer de l'équipement spécialisé dans des établissements d'apprentissage de métiers de l'Institut.

Leçons apprises

Actuellement, DEO a un groupe de clients du secteur de l'innovation relativement petit, mais stable, dispersé aux quatre coins de l'Ouest canadien. À force d'investir dans de nouveaux secteurs et de stimuler les nouveaux produits, le Ministère s'attend à un accroissement des technologies prêtes à être mises en marché. Cela accroîtra le nombre d'entreprises issues d'un essaimage, attirera et augmentera les capitaux de risque destinés aux nouvelles entreprises et aux entreprises existantes, suscitera de nouvelles démonstrations technologiques, accroîtra la vente de nouveaux produits sur les marchés national et international par les entreprises et fera augmenter la quantité de produits et services technologiques de pointe offerts sur le marché.

Ces nouvelles entreprises, tout comme les entreprises existantes, devront avoir un accès suffisant à de l'information et à du capital pour traverser la « Vallée de la mort »⁹ et introduire des produits sur les marchés national et international. Pour tirer profit de ses investissements et assurer une croissance à long terme dans le secteur de l'innovation, DEO songera peut-être à financer d'autres initiatives visant à combler ces failles du marché.

2.1.3 Activité de programme : Développement économique des collectivités

Cette activité de programme comprend des initiatives de développement et de diversification économiques qui appuient les collectivités afin qu'elles aient des économies plus durables et qu'elles puissent s'adapter à une conjoncture économique changeante et difficile. Elle comprend des projets qui aident les collectivités à cerner leurs points forts, leurs points faibles, leurs possibilités et leur potentiel pour de nouvelles activités économiques. Elle comprend aussi des projets pour les aider à élaborer et à mettre en œuvre leurs plans communautaires. Afin de répondre efficacement aux préoccupations des collectivités de l'Ouest canadien, DEO travaille de concert avec ses partenaires locaux pour veiller à ce que l'on tienne compte des facteurs économiques, sociaux et environnementaux dans les initiatives visant à favoriser la croissance et le développement économiques des collectivités. Cette activité de programme comprend aussi les investissements dans l'infrastructure publique de concert avec les gouvernements provinciaux et les administrations municipales afin de maximiser les retombées. Le processus comprend des consultations communautaires visant à intégrer les programmes et services fédéraux et les initiatives horizontales pour satisfaire les besoins des collectivités de l'Ouest canadien.

⁹ *Bridging the Valley of Death: Lessons Learned From 14 Years of Commercialization of Technology Education*, Barr, Barker, Markam et Kingon, septembre 2009. (<http://aomarticles.metapress.com/content/648161621u33x2q1>)

| Ressources financières (en milliers de dollars) pour 2010–2011 | | | Ressources humaines (ETP) pour 2010–2011 | | |
|---|----------------------------|---------------------|---|---------|-------------------------|
| Dépenses prévues | Total des autorisations | Dépenses réelles | Prévision | Réalité | Différence ² |
| 58 031 | 58 592 | 46 547 | 76 | 41 | 35 |

| Résultats attendus | Indicateurs de rendement | Cibles | État du rendement |
|---|---|--|---|
| Les collectivités pourront profiter des débouchés économiques et des investissements dans l'infrastructure publique, et auront la capacité de relever les défis. | Emploi : nombre de nouveaux emplois créés | 39 000 (croissance plus lente) | Non atteinte (17 847 – données de 2010) |
| | Taux de migration net – international et intérieur | 95 000 (migration nette stable) | Atteinte en grande partie (92 804 – données de 2010) |
| | Pourcentage d'informateurs clés considérant que les programmes d'infrastructure réalisés par DEO ont entraîné des investissements correspondant aux priorités de l'Ouest canadien concernant l'infrastructure | 50 % | À mesurer de nouveau en 2014– 2015 |

Sommaire du rendement et analyse de l'activité de programme

Afin de mesurer les retombées des activités de développement économique des collectivités (DEC), DEO surveille la création d'emplois et le taux de migration net, considérés comme des indicateurs de l'augmentation des débouchés économiques dans les collectivités et de la capacité de celles-ci de relever des défis. En 2010, l'Ouest canadien a connu une augmentation nette de 17 847 emplois qui témoigne d'une reprise économique après la récession mondiale, bien que le chiffre ne soit pas aussi élevé que prévu. La migration nette (le changement démographique causé par la migration, sans tenir compte du taux de naissance) a également crû un peu plus lentement que prévu pour 2010.

DEO contribue à une évaluation tous les cinq ans pour mesurer les retombées de ses investissements dans l'infrastructure publique. Les résultats pour 2009–2010 étaient contrastés; plusieurs informateurs clés ont avancé que les investissements devraient être plus prévisibles, de façon à soutenir les plans d'immobilisations municipaux à long terme. DEO mènera le sondage à nouveau en 2014–2015 pour déterminer les tendances et les enjeux.

Activités

En 2010–2011, DEO a approuvé un nouveau financement de 3,1 millions de dollars pour six projets aux fins du développement économique des collectivités dans le cadre du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest (PDEO). Le financement de DEO a permis d'obtenir une somme de 6,5 millions de dollars d'autres sources.

Voici un exemple d'un projet de développement économique des collectivités approuvé en 2010–2011 :

- Ladysmith Maritime Society – DEO a consenti un investissement de 807 000 \$ aux fins d'un projet qui vise à construire des installations touristiques à la marina communautaire de Ladysmith, en Colombie-Britannique.

De plus, une proportion importante du financement de DEO en vue du DEC a été consentie compte tenu de son rôle d'agent de mise en œuvre de programmes nationaux dans l'Ouest, ce qui comprend des programmes d'infrastructure municipale et le Programme de développement des collectivités, ainsi que du soutien qu'il offre aux OFVE.

Au cours de 2010–2011, DEO a participé à la prestation de cinq programmes d'infrastructure à l'échelle de l'Ouest – le PIC, le FIMR, le FCIS, le VC-FCC et le volet Grandes infrastructures du Fonds Chantiers Canada. Le financement en S et C pour ces quatre derniers programmes découle de crédits affectés à INFC, et on peut consulter des détails sur les résultats dans le RMR d'INFC.

Quatre cent trente-deux projets ont été approuvés dans le cadre du VC-FCC à l'échelle de l'Ouest, ce qui comprend un financement additionnel par l'intermédiaire du PAE.

Enfin, DEO est responsable de la prestation d'un certain nombre des initiatives du PAE dans l'Ouest canadien. Ces programmes sont mis en œuvre dans le cadre de l'activité de programme du DEC, et on peut consulter une explication détaillée de ces initiatives et des activités qu'a prévues DEO dans le cadre du Plan d'action économique à la section 2.1.5.

Répercussions

La stratégie globale de DEO aux fins du DEC intègre une approche pluriannuelle à l'égard des investissements, afin d'accroître les débouchés économiques et de renforcer la capacité de relever les défis, ce qui a permis d'atteindre beaucoup de résultats en 2010–2011 grâce aux investissements des années précédentes. Cinquante-huit projets de DEC, qui ont profité d'un financement de 30,2 millions de dollars de DEO, ont obtenu des résultats finaux qui ont été signalés en 2010–2011. Ensemble, ces projets ont atteint au moins 80 p. 100 des cibles établies pour cinq des huit indicateurs de rendement. En outre, presque 90 p. 100 des projets (52) ont atteint ou dépassé leurs cibles de DEC individuelles. Les quelques lacunes au chapitre du rendement des projets ont essentiellement été causées par des compressions budgétaires provinciales imprévues, des coûts qui n'avaient pas été prévus ou des retards du processus d'approbation qui ont nui aux résultats du projet. De façon globale, les 58 projets de DEC ont touché de nombreuses collectivités en mettant au point un ensemble exhaustif de programmes et

de ressources qui intégraient les éléments suivants : soutien des entrepreneurs, renforcement du tourisme et attraction des entreprises, développement dans les collectivités urbaines et rurales et des Premières nations, renforcement de la capacité des collectivités par les percées technologiques et soutien du développement des collectivités par la croissance des entreprises locales.

Voici les résultats qui ont été obtenus par sous-activité :

- Les activités de **planification communautaire** aident les collectivités à effectuer une planification et une gestion stratégiques. Ensemble, les deux projets ayant permis de réaliser des résultats finaux dans le cadre de la sous-activité ont atteint en grande partie les cibles des deux indicateurs de rendement (*nombre de partenariats créés ou maintenus et nombre d'activités donnant lieu à une planification, à un leadership et à une expertise*).
- Les activités de **développement communautaire** renforcent la viabilité de l'économie locale, ce qui renforce la capacité de la collectivité et accroît la participation de ses membres en les encourageant et en les aidant à assumer la responsabilité de leur propre développement économique. Collectivement, les 56 projets ayant permis de réaliser des résultats finaux pour la sous-activité ont dépassé les cibles de quatre des six indicateurs de rendement (*nombre d'entreprises créées, maintenues ou agrandies, nombre de cas où la stabilité de la collectivité a été accrue, nombre de cas où la capacité des organisations communautaires a été renforcée et nombre d'emplois créés ou maintenus*). Cela donne à penser que, collectivement, le rendement des projets est assez bon. (Pour connaître tous les résultats, veuillez consulter le tableau sur le site Internet de DEO : <http://www.wd-deo.gc.ca/fra/13099.asp>.)

Une majorité des 58 projets de DEC (40) ont été financés par l'entremise de l'Initiative de développement économique des collectivités (IDEC), un volet du programme de lutte contre le DPP. Le sous-programme s'est révélé modérément fructueux, grâce à un taux de réussite de 85 p. 100 pour les projets qui atteignaient leurs cibles individuelles. Ces projets ont donné lieu à une diversification économique, à un renforcement des capacités communautaires, à une infrastructure économique et à une production à valeur ajoutée dans l'industrie forestière.

Le RSEOC a aussi eu des retombées positives pour le DEC des collectivités de l'Ouest canadien en 2010–2011, en plus des répercussions sur l'expansion des entreprises, tel que précisé dans la section précédente. Voici les résultats obtenus par les SADC et les OFVE dans le domaine du DEC par sous-activité :

Planification communautaire

- 6 602 projets améliorant le leadership ou l'expertise (cible : 2 312)
- 11 421 exercices de planification communautaire (cible : 247)
- 21 238 partenariats créés ou maintenus (cible : 3 157)
- 1 074 cas d'encouragement de la participation communautaire (cible : 843)

Développement communautaire

- 670 cas d'amélioration de la stabilité communautaire (cible : 427)
- 1 106 cas de capacité renforcée dans les organisations communautaires (cible : 904)

- 524 services ou installations communautaires renforcés (cible : 395).

Voici des exemples de projets, parmi les 58 ayant produit des résultats finaux en 2010–2011, qui ont dépassé les résultats attendus :

- Women Building Futures – DEO a consenti 267 000 \$ pour un projet visant le renforcement du capital qui permettra aux femmes d’accéder à des cours de préapprentissage en Alberta.
- Saskatoon Ideas Inc. – DEO a consenti 34 000 \$ aux fins d’un projet visant à élaborer un modèle d’incubation économique pour la réserve de la Première nation de Whitecap-Dakota et la région de Saskatoon et d’Outlook, en Saskatchewan.
- Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) – DEO a offert 3,27 millions de dollars au CDEM, membre du RSEOC, en crédits de fonctionnement pour soutenir le développement économique communautaire et les services aux entreprises dans les collectivités bilingues au Manitoba. Les services incluent l’accès aux données, la formation, le mentorat, l’offre de conseils et la promotion de l’entrepreneuriat.
- Système d’imagerie térahertz mobile de l’UNBC – DEO a investi 520 000 \$ dans ce projet, qui visait à mettre au point un système d’imagerie térahertz mobile et démontrer son application dans l’industrie des produits forestiers.
- Gouvernement de la nation Tsilhqot’in – DEO a consenti 244 000 \$ aux fins d’un projet visant à offrir aux Premières nations de la Colombie-Britannique une formation dans le domaine de la sylviculture en vue de reconnaître et de mettre en valeur des débouchés commerciaux.
- Britannia Beach Historical Society – DEO a investi 5 millions de dollars dans un projet de 8 millions de dollars visant à établir un centre touristique et d’interprétation de l’industrie minière et plus particulièrement la transformation d’une mine désaffectée en Colombie-Britannique.

En ce qui touche l’**infrastructure communautaire**, DEO a entièrement dépensé les 546 millions de dollars que le gouvernement fédéral s’est engagé à injecter dans le cadre du PIC au bénéfice de 1 622 projets d’infrastructure à l’échelle de l’Ouest, ce qui a permis d’obtenir 1,623 milliard de dollars en financement d’autres ordres de gouvernement. (Pour les résultats intégraux du PIC, veuillez consulter le tableau sur le site Internet de DEO : <http://www.wd-deo.gc.ca/fra/13099.asp>.)

Voici l’exemple d’un projet d’**infrastructure communautaire** mené à terme en 2010–2011, qui a surpassé les résultats attendus :

- Ville d’Edmonton – Forte d’un investissement de 3 millions de dollars du Fonds sur l’infrastructure municipale rurale Canada-Alberta, la Ville a construit le marais artificiel de Kennedale, un plan d’eau artificiel visant à réduire le niveau des polluants et des bactéries introduits dans la rivière Saskatchewan Nord par les eaux d’orage de la ville. La Fédération canadienne des municipalités a reconnu le projet de marais artificiel de Kennedale en lui décernant le Prix 2010 des collectivités durables pour l’eau.

Leçons apprises

Une [évaluation du programme de lutte contre le DPP](#) a été entreprise en 2010–2011 et portait sur les deux volets du programme, l'IDEC et l'Initiative d'amélioration des aéroports. L'évaluation a révélé l'existence d'un besoin important pour ce type de programme, car bon nombre des collectivités touchées sont petites et rurales, dépendent de l'exploitation forestière et n'ont pas des ressources suffisantes pour gérer les effets économiques, sociaux et environnementaux de l'infestation par le DPP. Selon la conclusion, la plupart des projets n'auraient pas vu le jour en l'absence de fonds de l'IDEC.

L'évaluation du programme de lutte contre le DPP a également révélé qu'environ 100 (56 p. 100) des 180 collectivités touchées étaient des Premières nations et a classé la création d'une [stratégie pour l'engagement des Autochtones](#) conjointe (par DEO et la SADC Central Interior First Nations) au rang des pratiques exemplaires qui contribuaient à l'accroissement de la proportion de projets des collectivités des Premières nations approuvés dans le cadre de l'IDEC par rapport au nombre total (32 p. 100) et à la valeur totale (29 p. 100).

Afin de respecter leur engagement de collaborer afin d'améliorer la prestation de programmes d'infrastructure nationaux, en août 2010, DEO et INFC ont conclu une entente sur le niveau de service qui prévoyait les rôles et les responsabilités de chaque ministère au chapitre de la prestation du VC-FCC. De plus, en 2010–2011, les organismes de développement régional et INFC ont constitué un certain nombre de comités chargés de discuter des problèmes en matière de prestation de services et de faciliter le partage des pratiques exemplaires.

De même, en raison de l'examen stratégique en 2010, le Ministère réalisera des économies d'environ 4,6 millions de dollars de la sous-activité de programme Planification communautaire du PDEO. Le 1,8 million de dollars restant servira à financer des projets de planification communautaire. Le Ministère a confiance qu'il pourra continuer de répondre aux besoins des collectivités et des organismes de développement communautaire au moyen de cette sous-activité.

2.1.4 Activité de programme : Politique, représentation et coordination

Cette activité de programme découle de la [Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien](#) qui confère au ministre le pouvoir de faire valoir les intérêts de l'Ouest canadien dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets économiques nationaux grâce à l'établissement de relations de coopération avec les provinces de l'Ouest et d'autres parties intéressées, et au moyen de recherches en politiques. Par cette activité de programme, DEO se fait le porte-parole de l'Ouest dans les discussions sur les politiques nationales qui se traduisent par la formulation de stratégies, de politiques et de programmes efficaces qui répondent aux besoins et aux aspirations de la région sur le plan du développement économique. L'activité de programme comprend aussi la direction d'une collaboration fédérale et intergouvernementale en vue de saisir les occasions qui s'offrent d'assurer une croissance à long terme et la diversification dans les secteurs de responsabilité fédérale ou partagée. Enfin,

l'activité de programme comprend des travaux de recherche et des analyses pour appuyer la prise de décisions relatives aux politiques et aux programmes.

| Ressources financières (en milliers de dollars) pour 2010–2011 | | | Ressources humaines (ETP) pour 2010–2011 | | |
|--|-------------------------|------------------|--|---------|------------|
| Dépenses prévues | Total des autorisations | Dépenses réelles | Prévision | Réalité | Différence |
| 8 873 | 9 465 | 8 583 | 60 | 60 | 0 |

| Résultats attendus | Indicateurs de rendement | Cibles | État du rendement |
|---|---|--------|-----------------------------------|
| Des politiques et des programmes qui renforcent l'économie de l'Ouest canadien. | Pourcentage d'informateurs clés considérant que les activités de DEO ont mis en place des politiques et des programmes appuyant le développement économique de l'Ouest canadien | 90 % | À mesurer de nouveau en 2013–2014 |
| | Pourcentage des projets terminés au cours du présent exercice qui ont atteint ou dépassé les cibles de rendement | 85 % | Dépassée (91 % – 2010–2011) |

Sommaire du rendement et analyse de l'activité de programme

Afin de mesurer cette activité de programme, DEO mène une évaluation tous les cinq ans, qui comprend un sondage des informateurs clés. Selon les résultats du sondage de 2008–2009, 94 p. 100 des informateurs étaient d'avis que les activités de DEO donnaient lieu à des politiques appuyant le développement économique de l'Ouest canadien, et 95 p. 100 estimaient que les activités de DEO mettaient en place des programmes à l'appui du développement économique de l'Ouest canadien. DEO mènera ce sondage à nouveau en 2013–2014 pour déterminer les tendances et les enjeux.

DEO assure aussi le suivi du pourcentage des projets, dans tous les secteurs de programme, menés à terme en un an qui atteignent ou surpassent les cibles de rendement afin de déterminer à quel point les efforts globaux du Ministère sur le plan des politiques et des programmes ont été fructueux. Lors de l'analyse des rapports d'étape finaux d'un client, les agents de projet de DEO doivent attribuer une valeur de résultat final à chaque cible de rendement afin d'évaluer à quel point le projet, dans l'ensemble, respectait les attentes. La mesure selon laquelle un projet a respecté les attentes est employée comme indicateur de politique, de représentation et de coordination parce que, plus il y a de projets considérés comme fructueux, plus il est probable que les efforts de DEO en matière de représentation, de coordination et de politique à l'appui de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets ont été efficaces et plus les investissements de DEO sont susceptibles d'avoir des retombées positives sur l'économie de l'Ouest canadien. En 2010–2011, 611 projets ont obtenu des résultats finaux, dont 560 (92 p. 100) respectaient ou surpassaient les attentes.

Collaboration et coordination

Les résultats particuliers attribuables à cette activité de programme comprennent les efforts de collaboration et de coordination visant à unir des joueurs clés dans des domaines qui favorisent le développement économique, comme l'organisation du Forum sur l'innovation des cadres supérieurs et la participation à cet événement, la direction de conseils fédéraux régionaux et la participation à ceux-ci et le soutien de réseaux commerciaux régionaux actifs en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba.

DEO appuie les initiatives de développement économique dans chacune des quatre provinces dans le cadre des [Ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest](#) (EPDEO). Les résultats globaux des EPDEO sont exposés dans la présente section du RMR de DEO parce que l'élaboration, la gestion et la mise en œuvre des ententes supposent des activités de collaboration et de coordination continues. Voici des points saillants des résultats obtenus : approbation de 27 projets, dont le financement total de DEO était de 25,7 millions de dollars; et relations intergouvernementales solides et continues entre DEO et les provinces de l'Ouest, à l'appui des priorités mutuelles à l'échelle de l'Ouest canadien.

Voici des exemples de projets qui soutiennent les efforts de collaboration :

- Collaboration dans le cadre du projet [Yes! Winnipeg](#) pour cerner des possibilités particulières d'attraction, de maintien et d'expansion des entreprises et promouvoir l'échange d'information et de connaissances.
- Collaboration avec le [groupe de coordination de la Porte d'entrée du Pacifique](#), responsable de la coordination globale de l'[Initiative de la Porte d'entrée et du Corridor de l'Asie Pacifique](#), pour définir de nouveaux secteurs de collaboration et de soutien dans le cadre de cette initiative.
- Promotion de possibilités d'investissements et de partenariats dans l'Ouest canadien dans le cadre de l'assemblée générale annuelle de la [Banque interaméricaine de développement](#).

Représentation

En 2010–2011, DEO a entrepris un certain nombre d'initiatives liées aux RIR pour améliorer l'accès par les entreprises de l'Ouest canadien aux grands projets d'État, dont les suivantes :

- Animer un certain nombre de séances d'information pour aider les entreprises de l'Ouest canadien à obtenir des contrats liés aux [RIR](#).
- Organiser des séances de jumelage d'entreprises et des missions de développement du réseau de fournisseurs pour les entrepreneurs principaux et les PME de l'Ouest.
- Envoyer une délégation ministérielle au [Salon international de l'aéronautique de Farnborough](#) en Angleterre pour obtenir des engagements de hauts dirigeants de multinationales ayant des obligations en matière de RIR au Canada, en vue de collaborer avec DEO dans le cadre de possibilités de RIR.
- Représenter l'Ouest aux réunions du Comité consultatif supérieur de projet pour des projets de RIR d'une valeur de plus de 100 millions de dollars, des évaluations de

soumissions aux fins des RIR, l'amélioration de la politique d'Industrie Canada en matière de RIR et des initiatives fédérales comme la [Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale](#) et le [Programme d'avions de combat interarmées](#).

- Présider le groupe de travail sur les RIR et l'approvisionnement des fonctionnaires fédéraux et provinciaux de l'Ouest.

Recherche et analyse

En 2010–2011, DEO a publié six monographies qui ont été financées dans le but d'accroître la compréhension des débouchés, des enjeux et des défis propres à l'Ouest canadien. En voici deux :

- [Through the Gateway: Unlocking Western Canada's Potential for Economic Diversification by Expanding Trade with Asia-Pacific](#) est une étude qui porte sur la mesure dans laquelle le commerce dans la région Asie-Pacifique a entraîné la diversification commerciale dans l'Ouest canadien et qui présente des possibilités et des enjeux stratégiques ultérieurs.
- [The Green Grail: Economic Diversification and the Green Economy in Western Canada](#) est un document qui porte sur les incidences actuelle et possible de l'économie verte (à savoir l'activité économique directement liée à l'amélioration de la durabilité écologique) sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien. On avance que les produits, les services et les processus écologiques ont le potentiel à la fois de faire grandir et de diversifier l'économie.

Leçons apprises

La participation de DEO dans les initiatives du gouvernement fédéral et de l'industrie a assuré la prise en compte des besoins et des priorités économiques régionaux de l'Ouest au moment de la prise de décisions nationales, ainsi que la considération de toutes les répercussions potentiellement négatives. DEO doit continuer à créer des liens avec les principaux joueurs pour accroître la sensibilisation aux intérêts et aux perspectives de l'Ouest canadien quant aux enjeux importants dans l'Ouest. De plus, DEO doit mener la définition des priorités économiques de l'Ouest canadien et inviter des partenaires à aborder ces priorités. Pour ce faire, DEO élabore actuellement un cadre de politique stratégique qui définit ces priorités et présente des plans à l'avenant. Ce cadre officiel est désigné comme un outil qui favorisera une approche plus ciblée à l'égard des activités de politique, de représentation et de coordination intrarégionales et interrégionales. Il contribuera aux activités de recherche ciblées, qui permettront à DEO de mieux évaluer les nouveaux enjeux afin de s'assurer que les politiques et les programmes sont toujours conformes aux intérêts de l'Ouest, et améliorera la coordination de la gestion des priorités nationales et régionales au chapitre du développement économique afin de maximiser les efforts de DEO en matière de représentation.

2.1.5 Plan d'action économique du Canada

Annoncés dans le budget de 2009, le FAC et le programme ILC s'inscrivent dans le Plan d'action économique (PAE) du Canada. Le PAE visait à combler les besoins économiques à court terme des collectivités canadiennes touchées par la récession internationale. Le FAC a donné lieu à un financement de 1 milliard de dollars à l'échelle nationale sur deux ans pour appuyer des projets qui entraînaient la création d'emplois et maintenaient l'emploi dans des collectivités ayant éprouvé d'importantes pertes d'emploi et où les débouchés étaient rares et aux alentours de celles-ci. Le programme ILC a donné lieu à un investissement de 500 millions de dollars aux fins d'installations de loisirs à l'échelle du Canada, ce qui a permis de créer des emplois tout en renouvelant, en améliorant et en agrandissant des infrastructures de loisirs dans des collectivités canadiennes. DEO est responsable de la prestation de ces programmes dans l'Ouest canadien.

DEO a aussi mis en œuvre deux autres initiatives du PAE, le complément du VC-FCC¹⁰ et le renouvellement du REC.

| Ressources financières (en milliers de dollars) pour 2010–2011 | | | Ressources humaines (ETP) pour 2010–2011 | | |
|--|-------------------------|-------------------------------|--|---------|------------|
| Dépenses prévues | Total des autorisations | Dépenses réelles ⁴ | Prévision | Réalité | Différence |
| 245 022 | 283 122 | 262 454 | 88 | 91 | -3 |

| Résultats attendus | Indicateurs de rendement | Cibles | État du rendement |
|---|---|---------------------------|--------------------------------------|
| Les collectivités réussissent à bien s'adapter pour atténuer les effets de la crise économique. | Nombre d'emplois créés ou maintenus (FAC) | 3 408 | Atteinte en grande partie (3 244) |
| | Nombre de partenariats publics-privés (FAC) | 28 | Dépassée (144) |
| | Nombre d'entreprises créées, maintenues ou agrandies (FAC) | 250 | Dépassée (544) |
| | Nombre de participants formés (FAC) | 846 | Atteinte en grande partie (815) |
| | Nombre d'éléments de l'infrastructure locale nouveaux et améliorés (ILC) | 922 | Passablement atteinte (706) |
| | Nombre d'emplois créés ou maintenus (ILC) | 2 024 | Atteinte en grande partie (1 933) |
| | Total des fonds dépensés au chapitre de l'infrastructure (fonds fédéraux, provinciaux, municipaux et du secteur privé – comme indicateur de la relance économique locale) (ILC) | 258,6 millions de dollars | Dépassée (293,4 millions de dollars) |

¹⁰ Les détails des résultats figurent dans le RMR d'INFC.

Sommaire du rendement et analyse de l'activité de programme

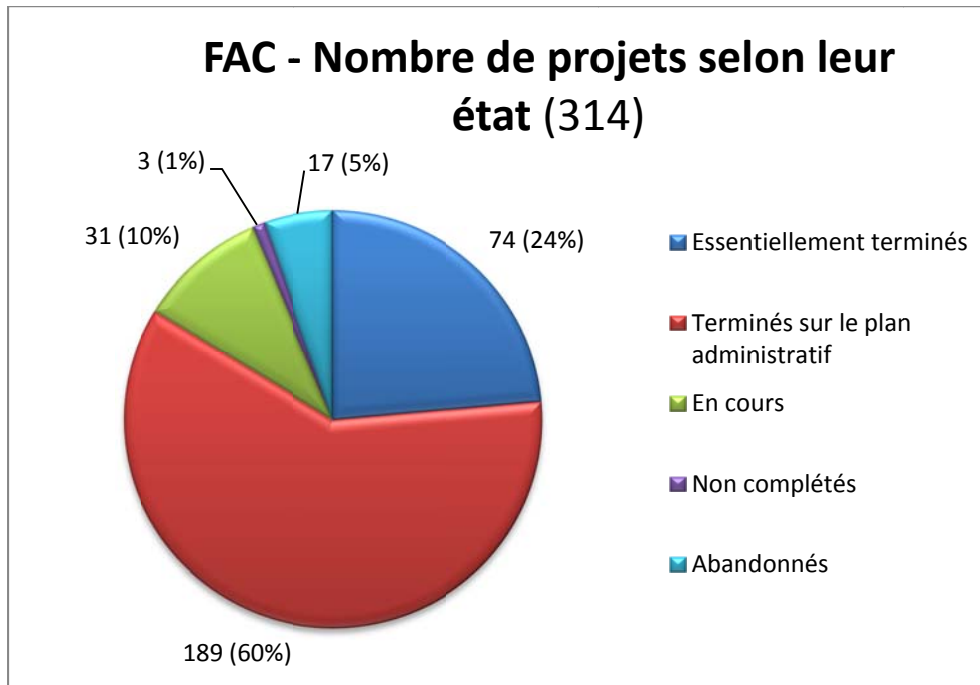
Afin de documenter l'incidence des activités qu'il mène dans le cadre du PAE, DEO suit le nombre d'emplois créés dans le cadre du FAC et du programme ILC, le nombre d'entreprises créées et le nombre de participants formés en vertu du FAC, ainsi que le nombre d'éléments de l'infrastructure locale et le total des fonds dépensés au chapitre de l'infrastructure par toutes les parties dans le cadre du programme ILC. On prévoit atteindre les cibles globales de 5 238 emplois créés et de 1 812 participants formés une fois que les résultats finaux de tous les projets seront signalés. Le FAC a dépassé ses cibles pour 2010–2011 sur le plan du nombre de partenariats publics-privés, du nombre d'entreprises créées et du nombre de participants formés. De même, comme le programme ILC a aussi été prolongé jusqu'au 31 octobre 2011, on prévoit que la cible globale de 3 029 emplois créés et de 1 384 éléments d'infrastructure sera atteinte. Le programme ILC a dépassé sa cible en ce qui concerne les fonds totaux dépensés par toutes les parties aux fins de l'infrastructure, ce qui fait office d'indicateur pour la relance économique locale.

Activités

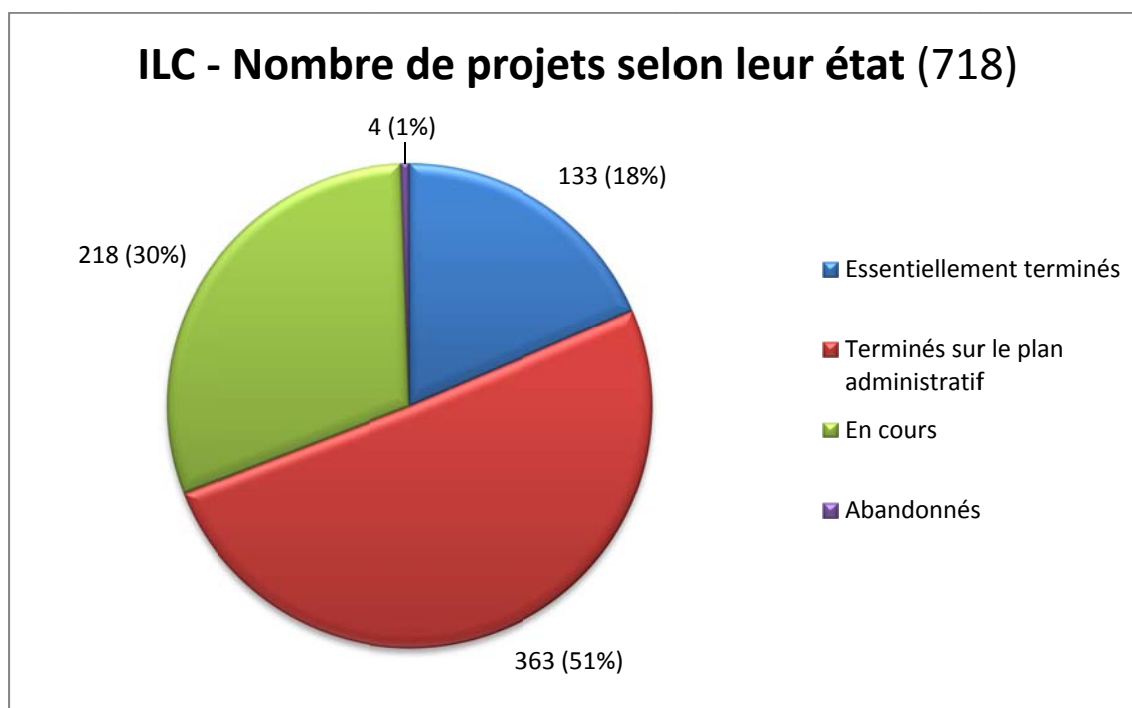
Le 31 mars 2011, DEO avait approuvé 291,9 millions de dollars en vue de financer 314 projets du FAC; de ce montant, 3,9 millions de dollars (26 projets) ont été approuvés en 2010–2011. DEO a également approuvé un financement de 149 millions de dollars pour 718 projets d'ILC dans l'Ouest canadien, qui avaient tous déjà été approuvés en 2009–2010. DEO a engagé la totalité du financement fédéral réservé au FAC et au programme ILC dans l'Ouest canadien.

Comme tous les fonds attribués au programme ont été engagés dans le cadre du FAC et du programme ILC, la priorité pour 2010–2011 était de collaborer avec les clients pour s'assurer que les projets sont mis en œuvre dans les délais prescrits, recueillir les résultats des projets terminés et accorder des prolongations aux projets ayant besoin d'une saison de construction supplémentaire pour être fructueux.

Les projets du FAC devaient être essentiellement terminés le 31 mars 2011, ce qui signifie que le projet ou l'essentiel du projet était prêt à l'utilisation ou était utilisé selon la fin qu'il visait. Au cours du dernier exercice, DEO a collaboré étroitement avec les promoteurs de projet pour les aider à terminer les travaux aux dates prévues. Par conséquent, 263 projets du FAC (88,6 p. 100) étaient essentiellement terminés ou terminés sur le plan administratif le 31 mars 2011. Des projets restants, 31 seront terminés le 31 décembre 2011, grâce à d'autres sources de financement. (Ces projets avaient dépensé toute la contribution de DEO le 31 mars 2011.) Les trois projets restants ne devraient pas être menés à terme et représentent environ 1 p. 100 de tous les projets du FAC.



Au cours de 2010–2011, le gouvernement du Canada a prolongé quatre programmes d'infrastructure clés, dont le programme ILC, jusqu'au 31 octobre 2011. En date du 31 mars 2011, 396 projets d'ILC (64,1 p. 100) étaient essentiellement terminés ou terminés sur le plan administratif; 199 projets d'ILC ont été prolongés dans l'Ouest canadien et seront terminés au plus tard le 31 octobre 2011. (Veuillez consulter le graphique ci-dessous.)



En 2010–2011, DEO a mis en œuvre le FCC en partenariat avec INFC et les quatre gouvernements des provinces de l'Ouest. Cent soixante-cinq projets du Complément du VC-FCC ont été approuvés à l'échelle de l'Ouest. Le budget de 2009 avait aussi prévu une somme annuelle de 15 millions de dollars pour le renouvellement du REC, organisme national qui offre aux petites entreprises des renseignements sur les services, les programmes et les exigences en matière de conformité du gouvernement. DEO a reçu une somme annuelle de 4 millions de dollars pour offrir le programme dans l'Ouest canadien.

Répercussions

De façon cumulative, le FAC a dépassé quatre de ces cinq cibles liées au rendement (*création d'entreprises, partenariats publics-privés, conception de cours de formation et participants formés*). De plus, on prévoit que le FAC atteindra sa cible en matière de création d'emplois, comme on le mentionne ci-dessus. De façon cumulative, le programme ILC devrait atteindre ses trois cibles liées au rendement (*éléments de l'infrastructure, création d'emplois et total des dépenses par toutes les parties au chapitre de l'infrastructure*). (Pour les résultats intégraux, veuillez consulter le tableau sur le site Internet de DEO : <http://www.wd-deo.gc.ca/fra/13099.asp>.)

Au cours du dernier exercice, le FAC a permis de créer des emplois aux quatre coins de l'Ouest, dans différents secteurs, comme l'industrie forestière, l'exploitation minière, l'agriculture et le tourisme. On peut trouver des récits illustrant des réalisations précises du FAC dans les bulletins *Réussites dans l'Ouest* de DEO à l'adresse suivante : <http://www.wd-deo.gc.ca/fra/12454.asp>.

Dans le cadre du programme ILC, DEO a contribué à la construction d'infrastructures de loisirs dans des collectivités à l'échelle de l'Ouest canadien, y compris des stades, des piscines, des gymnases, des installations à usages multiples, des terrains de sport et des sentiers. On peut aussi trouver des exemples de projets particuliers dans les bulletins *Réussites dans l'Ouest* de DEO à l'adresse suivante : <http://www.wd-deo.gc.ca/fra/12454.asp>.

Leçons apprises

DEO a employé un certain nombre de modèles de prestation différents dans le cadre du FAC et du programme ILC, y compris l'utilisation d'une demande de propositions afin de cerner rapidement les projets potentiels et la conclusion d'ententes avec d'autres ordres de gouvernement et des tiers non gouvernementaux. Compte tenu des contraintes de temps et de l'examen minutieux dont le Ministère faisait l'objet, ces mécanismes de prestation de rechange ainsi que la surveillance constante des progrès des projets, des mouvements de trésorerie et des résultats de programmes étaient essentiels à la réussite du FAC et du programme ILC. Une analyse des modes de prestation et des leçons apprises dans le cadre du PAE est actuellement en cours, afin que l'on puisse appliquer les approches fructueuses à d'autres programmes.

La capacité de DEO d'offrir de façon efficace de grands programmes à court terme a été reconnue dans le [Rapport de la vérificatrice générale du Canada d'automne 2010](#), dans lequel on constate que le gouvernement avait adéquatement géré certains programmes « en mettant en œuvre des méthodes de gestion appropriées et en exécutant, en temps opportun, les programmes

au profit des bénéficiaires admissibles ». L'évaluation de DEO de la prestation dans le cadre du FAC et du programme ILC éclairera la prestation d'initiatives futures.

2.1.6 Activité de programme : Services internes

Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont gérés de façon à répondre aux besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources destinées à l'ensemble de DEO et non celles fournies à une autre activité de programme particulière. Cette activité de programme contribue à tous les résultats stratégiques de DEO. Les services internes comprennent le soutien à la gouvernance et à la direction (comme les services de vérification), les services de gestion des ressources (comme la gestion des ressources humaines et la gestion financière) et les services de gestion des biens (comme l'approvisionnement).

| Ressources financières (en milliers de dollars) pour 2010–2011 | | | Ressources humaines (ETP) pour 2010–2011 | | |
|--|-------------------------|------------------|--|---------|-------------------------|
| Dépenses prévues | Total des autorisations | Dépenses réelles | Prévision | Réalité | Différence ² |
| 18 420 | 19 709 | 27 606 | 131 | 198 | -67 |

Depuis le cycle de préparation du budget principal des dépenses de 2009–2010, les ressources de l'activité de programme des services internes figurent séparément plutôt que d'être réparties parmi les autres activités de programme, comme dans les budgets principaux des dépenses antérieurs. Cela compromet la comparabilité des données liées aux ressources financières et aux ressources humaines par activité de programme d'un exercice à l'autre.

L'augmentation des ETP réels est le résultat de deux événements survenus durant le dernier exercice :

- Gouvernance et surveillance accrues, et amélioration de la gestion financière et des ressources humaines et des services technologiques, dont des modifications du système de gestion de projet ministériel pour la prestation d'initiatives dans le cadre du PAE.
- Mise en œuvre d'une politique révisée sur le codage direct des ressources opérationnelles le 1^{er} avril 2009, qui améliore l'exactitude des rapports.

Leçons apprises

Pendant l'examen stratégique de 2010, le Ministère a aussi relevé des améliorations à apporter aux services internes pour des économies prévues de 675 000 \$. Dans l'ensemble, les propositions de réaffectation de DEO pourraient toucher jusqu'à 11 postes au cours des trois prochaines années. Le Ministère a bon espoir d'y arriver au moyen d'une redistribution des tâches et par attrition.

Section III : Renseignements supplémentaires

Principales données financiers

La présentation des principales données financières dans le RMR vise à donner une vue d'ensemble de la situation financière et du fonctionnement de DEO.

(En milliers de dollars)

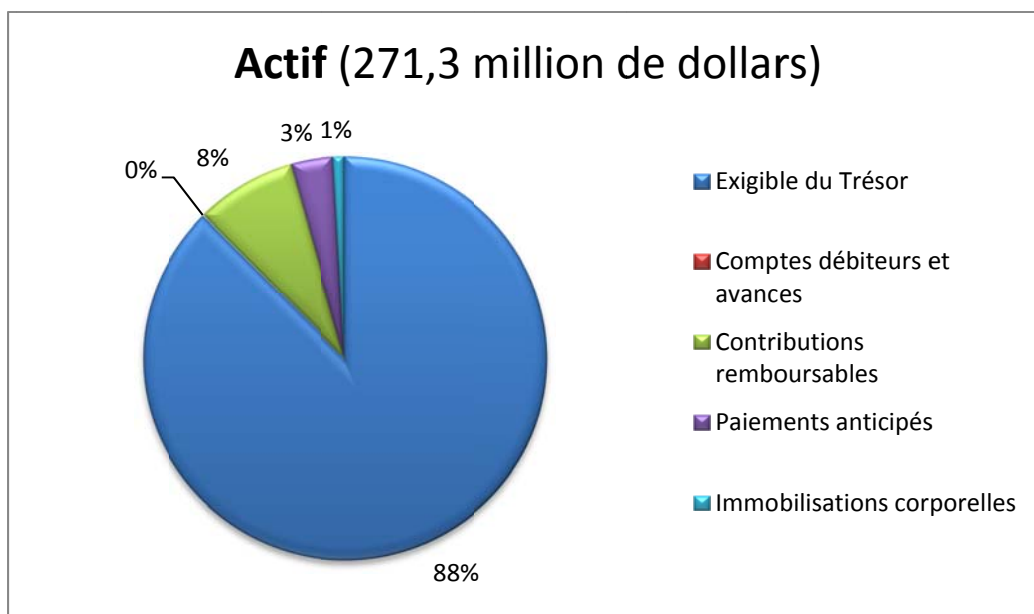
| Bilan sommaire de la situation financière À la fin de l'exercice (le 31 mars 2011) | Variation (%) | 2009–2010 (ajusté)¹¹ | 2010–2011 |
|--|--------------------------------|--|------------------|
| Total de l'actif | 24 | 219 242 | 271 286 |
| Total du passif | 26 | 195 522 | 246 957 |
| Capitaux propres du Canada | 2 | 23 720 | 24 329 |
| | 24 | 219 242 | 271 286 |

(En milliers de dollars)

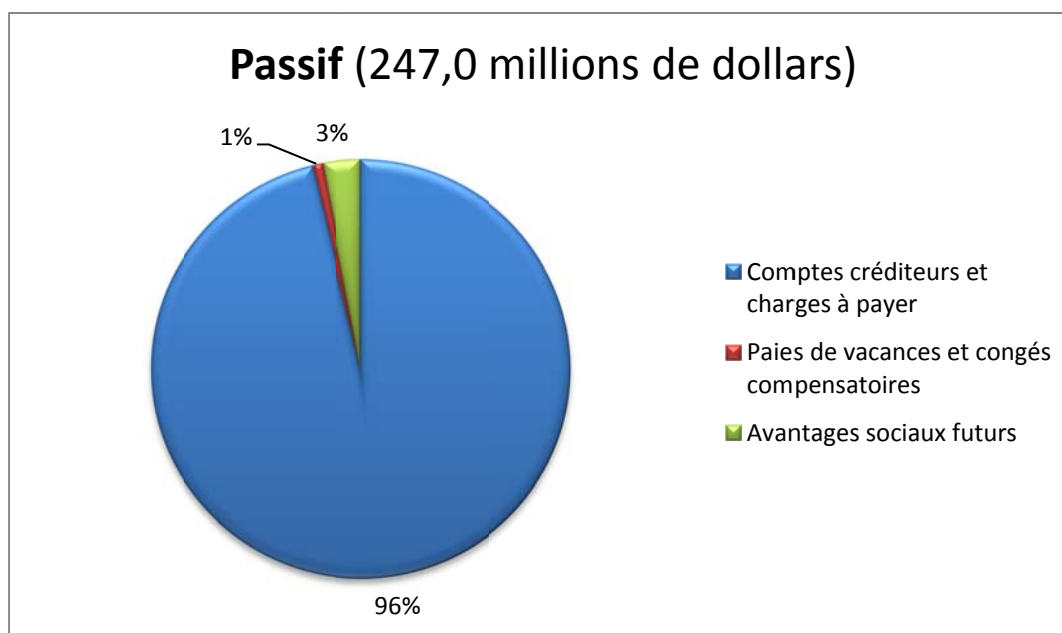
| Bilan sommaire des opérations À la fin de l'exercice (le 31 mars 2011) | Variation (%) | 2009–2010 | 2010–2011 |
|--|--------------------------------|------------------|------------------|
| Total des dépenses | 12 | 415 074 | 464 509 |
| Total des recettes | -74 | 2 720 | 1 712 |
| Coût de fonctionnement net | 12 | 412 354 | 463 797 |

¹¹ Le Secrétariat du Conseil du Trésor exige maintenant que DEO inscrive à l'actif les montants exigibles du Trésor sur le bilan de la situation financière. Ce changement de politique reflète une augmentation par rapport au dernier exercice au chapitre de l'actif financier et des capitaux propres du Canada. L'exercice 2009–2010 a été rajusté en conséquence.

Tableaux/Graphiques illustrant les principales données financières

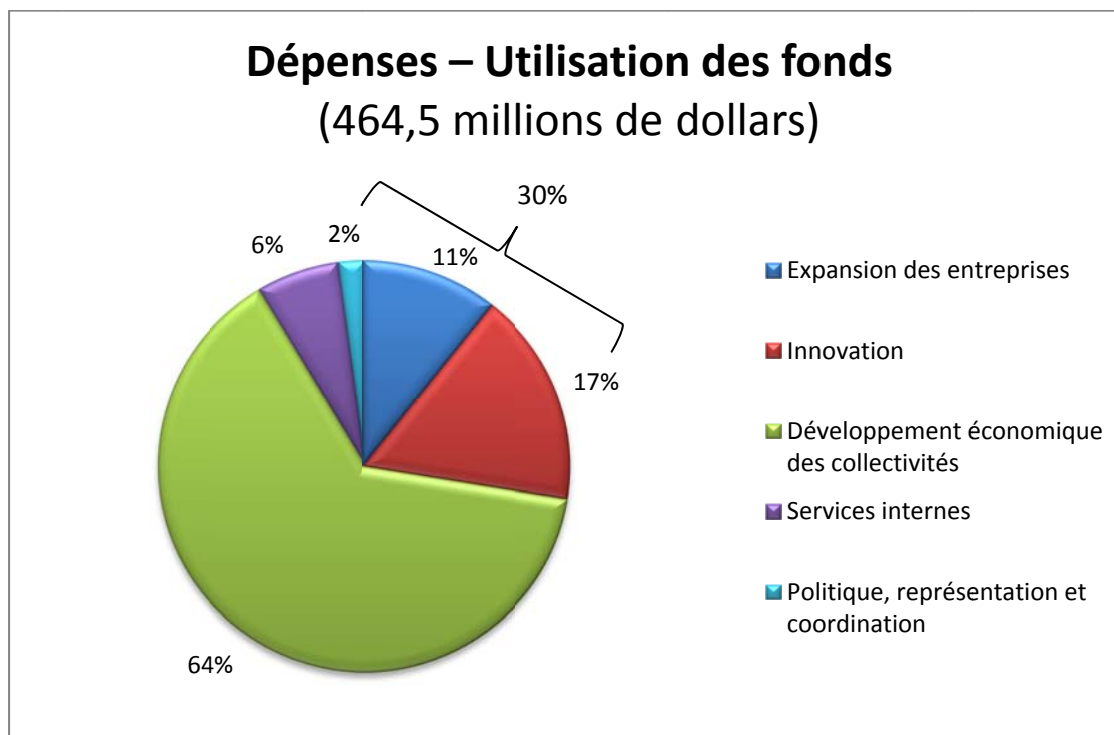


Le total de l'actif était de 271,3 millions de dollars à la fin de 2010–2011, ce qui représente une augmentation de 52,1 millions de dollars (24 p. 100) par rapport au total de l'actif de 219,2 millions de dollars à l'exercice précédent. L'augmentation peut être attribuée aux modifications des conventions comptables qui prévoient que le total de l'actif comprend les montants exigibles du Trésor.



Le total du passif était de 247 millions de dollars à la fin de l'exercice 2010–2011, ce qui représente une augmentation de 51,5 millions de dollars (26 p. 100) par rapport au total du passif

de 195,5 millions de dollars à l'exercice précédent. Cette augmentation est surtout causée par les programmes d'infrastructure progressifs, pour lesquels DEO établit des comptes créditeurs à la fin de l'exercice en prévision des réclamations liées aux projets.



Les dépenses totales de DEO étaient de 464,5 millions de dollars en 2010–2011, soit une augmentation de 49,4 millions de dollars. L'augmentation d'un exercice à l'autre est attribuée à une augmentation des paiements de transfert dans le contexte du PAE. Le développement économique des collectivités reflète 64 p. 100 des dépenses (296,7 millions de dollars), ce qui peut être attribuable en grande partie au PAE du Canada. Trente pour cent des dépenses totales (137,9 millions de dollars) ont été mis à contribution dans les secteurs de l'expansion des entreprises, de l'innovation, des politiques, de la représentation et de la coordination. Les six p. 100 (29,9 millions de dollars) restants ont été attribués aux services internes.

États financiers

Les états financiers sont préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et conformément aux conventions comptables mises à jour du Secrétariat du Conseil du Trésor. Les états financiers non vérifiés de DEO sont accessibles sur son site Internet : <http://www.wd-deo.gc.ca/fra/59.asp>.

Liste des tableaux des renseignements supplémentaires

Les tableaux des renseignements supplémentaires suivants pour 2010–2011 peuvent être consultés sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

(<http://www.tbs-sct.gc.ca/dpr-rmr/2010-2011/index-fra.asp>) :

- ▶ Sources des revenus disponibles et non disponibles
- ▶ Rapports sur les frais d'utilisation
- ▶ Renseignements sur les programmes de paiements de transfert
- ▶ Financement pluriannuel initial
- ▶ Initiatives horizontales
- ▶ Achats écologiques
- ▶ Réponse aux comités parlementaires et aux vérifications externes
- ▶ Vérifications internes et évaluations

Tableau 1 : Subventions et contributions par activité en 2010–2011

| 2010–2011 (en milliers de dollars) | Expansion des entreprises | Innovation | Développement économique des collectivités | Politique, représentation et coordination | TOTAL |
|---|---------------------------------|---------------|--|---|----------------|
| Programme de diversification de l'économie de l'Ouest | | | | | |
| Centenaires de l'Alberta et de la Saskatchewan | | | 6 200 | | 6 200 |
| Fonds d'adaptation des collectivités* | | | 154 906 | | 154 906 |
| Entente sur le développement urbain de Regina | | | 1 332 | | 1 332 |
| Entente sur le développement urbain de Saskatoon | | | 252 | | 252 |
| Entente sur le développement urbain de Vancouver | | | 54 | | 54 |
| Initiative de développement économique | | | 696 | | 696 |
| Programme d'aide aux entrepreneurs ayant une incapacité | 1 496 | | | | 1 496 |
| Organisations francophones à vocation économique | 1 079 | | 1 101 | | 2 180 |
| Développement économique des entreprises francophones | - | | 31 | | 31 |
| Dendroctone du pin ponderosa | | | 7 234 | | 7 234 |
| Paiements de parrainage de conférences | 30 | | 6 | | 36 |
| Initiative pour les femmes entrepreneurs | 4 468 | | - | | 4 468 |
| Fondation Rick Hansen | | 4 500 | | | 4 500 |
| Intervac – Programme de diversification de l'économie de l'Ouest | | 10 242 | | | 10 242 |
| Programme de diversification de l'économie de l'Ouest | 6 397 | 41 005 | 14 833 | 317 | 62 552 |
| Ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest III | 9 902 | 17 523 | 97 | | 27 522 |
| Entente de partenariat de Winnipeg | - | - | - | - | - |
| TOTAL du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest | 23 372 | 73 270 | 186 742 | 317 | 283 701 |
| Programme de prêts et d'investissement | | | | | |
| | 1 159 | - | - | - | 1 159 |
| Développement des collectivités – Fonctionnement | | | | | |
| Développement des collectivités – Fonctionnement | 14 194 | - | 14 156 | - | 28 350 |
| Développement des collectivités – Capital investi | | | | | |
| Développement des collectivités – Capital investi | 20 | - | - | - | 20 |
| Développement des collectivités – Organisations d'établissement de réseaux | | | | | |
| Développement des collectivités – Organisations d'établissement de réseaux | 437 | - | 438 | - | 875 |
| Total du Programme de développement des collectivités | 14 651 | - | 14 594 | - | 29 245 |
| Programme Infrastructure de loisirs Canada* | | | | | |
| Programme Infrastructure de loisirs Canada* | - | - | 91 086 | - | 91 086 |
| Infrastructures Canada | - | - | 167 | - | 167 |
| TOTAL DES S ET C | 39 183 | 73 270 | 292 588 | 317 | 405 358 |

Remarque : Les différences de total sont attribuables à l'arrondissement

* Ces programmes étaient des volets du Plan d'action économique du Canada.

Section IV : Autres sujets d'intérêt

Coordonnées de l'organisation

Adresse électronique : info@wd-deo.gc.ca

Adresse postale : 9700, avenue Jasper, bureau 1500, Edmonton (Alberta) T5J 4H7

Téléphone : 780-495-4164

Sans frais : 1-888-338-9378

Téléimprimeur (TTY) : 1-877-303-3388

Télécopieur : 780-495-4557

Article 41 de la Loi sur les langues officielles

En 2010–2011, DEO a continué à travailler avec d'autres ministères fédéraux pour exécuter l'IDE comme élément de la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008–2013 : Agir pour l'avenir*. Pour plus de renseignements au sujet de l'IDE et des autres efforts de DEO concernant la *Loi sur les langues officielles*, consultez les rapports sur la mise en œuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*.

Liste des principaux acronymes et sigles

| | |
|--------------|---|
| AAP | Architecture des activités de programme |
| CAS | Centenaires de l'Alberta et de la Saskatchewan |
| CDEM | Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba |
| DEC | Développement économique des collectivités |
| DEO | Diversification de l'économie de l'Ouest Canada |
| DERD | Dépenses des entreprises en recherche et développement |
| DBRD | Dépenses intérieures brutes en recherche et développement |
| DPP | Dendroctone du pin ponderosa |
| EPDEO | Ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest |
| ETP | Équivalents temps plein (emploi) |
| FAC | Fonds d'adaptation des collectivités |
| FCC | Fonds Chantiers Canada |
| FCIS | Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique |
| FIMR | Fonds sur l'infrastructure municipale rurale |
| IDE | Initiative de développement économique |
| IDEC | Initiative de développement économique des collectivités |
| ILC | Infrastructure de loisirs du Canada |
| INFC | Infrastructure Canada |
| OFVE | Organisations francophones à vocation économique |
| PAE | Plan d'action économique du Canada |
| PAEI | Programme d'aide aux entrepreneurs ayant une incapacité |
| PDEO | Programme de diversification de l'économie de l'Ouest |
| PI | Propriété intellectuelle |
| PIB | Produit intérieur brut |

| | |
|---------------|--|
| PIC | Programme Infrastructures Canada |
| PME | Petites et moyennes entreprises |
| PPI | Programme de prêts et d'investissements |
| PPNA | Programme de la plateforme nord-américaine |
| R-D | Recherche et développement |
| REC | Réseau Entreprises Canada |
| RIR | Retombées industrielles et régionales |
| RMR | Rapport ministériel sur le rendement |
| RPP | Rapport sur les plans et les priorités |
| RSEOC | Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien |
| SADC | Sociétés d'aide au développement des collectivités |
| SEN | Stratégie de l'économie numérique |
| S et C | Subventions et contributions |
| TIC | Technologies de l'information et des communications |
| VC-FCC | Volet Collectivités du Fonds Chantiers Canada |